

QUATRE ANS DE GUERRE EN UKRAINE

FACE À UNE CAMPAGNE DE SOUTIEN À L'EXTRÊME DROITE, UNITÉ DU CAMP DES TRAVAILLEURS

RÉVOLUTIONNAIRES

51 19 FÉVRIER 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

MUNICIPALES Des listes ouvrières et révolutionnaires

POUR FAIRE ENTENDRE
LA VOIX DES CLASSES POPULAIRES
ET PRÉPARER
LES LUTTES DE DEMAIN

ÉDITORIAL

Municipales Face aux jeux des politiciens, faisons entendre notre colère !

Notables locaux vissés à leur mairie depuis des décennies, nouveaux arrivistes désireux de leur prendre la place, le monde politique tout entier est dans les starting-blocks pour les municipales... avec souvent la présidentielle et les législatives de 2027 en ligne de mire : Bruno Retailleau vient d'ajouter son nom à la longue liste des candidats déclarés !

NOS VIES QUOTIDIENNES NE SE JOUENT PAS DANS LES INSTITUTIONS

Ces professionnels de la politique s'intéressent à leurs places, bien loin de nos préoccupations quotidiennes : bas salaires, menaces de licenciement. Et dégradation des services publics : les 4 000 suppressions de postes dans l'éducation et les coupes de 4 milliards d'euros dans les hôpitaux prévues au budget 2026 ne vont rien arranger. L'aide médicale d'État (AME), qui permet aux plus précaires des travailleurs, les sans-papiers, de se soigner, est de nouveau attaquée, alors qu'elle ne représente que 0,5 % du budget de l'assurance maladie. À l'inverse, les profits des milliardaires et les budgets militaires, eux, grimpent en flèche !

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 14	VIE DU PARTI	p. 14-15
Éditorial Municipales Face aux jeux des politiciens, faisons entendre notre colère ! Après la mort du militant fasciste Quentin Deranque : une campagne de soutien à l'extrême droite Les forces de répression blessent et tuent, la justice passe l'éponge Adama Traoré : les gendarmes blanchis	Loi Duplomb : coucou, la revoilà ! AME : le gouvernement n'a rien à refuser à l'extrême droite PPE-3, le nouveau bébé de Lecornu Droit de vote : pas si universel ! Non au licenciement de Francesca Albanese	Le monde étriqué et malsain de ceux qui dirigent la société La mobilisation de Minneapolis est déjà une victoire contre la politique raciste de Trump Fin du traité New Start : à bas le militarisme des puissances impérialistes ! Iran – États-Unis : marchandages entre bouchers	Trump bloque tout combustible vers Cuba. Non à l'étranglement de la population cubaine ! Après Gaza en ruine, Israël accélère les colonisations en Cisjordanie Jeunes dans la galère Conférence sur la sécurité de Munich : une caverne de brigands et « 200 000 » figurants Mort d'un déporté politique kanak dans une prison en France : un crime colonial	QUATRE ANS DE GUERRE EN UKRAÏNE, DEUX MILLIONS DE MORTS ET BLESSÉS SUR LES FRONTS, POUR DES MARCHANDAGES SUR LE DOS DES PEUPLES Les Ukrainiens en Europe : immigrés choyés ou travailleurs exploités ? Pourquoi l'Ukraine n'a jamais intégré l'Union européenne Zelensky en guerre au service des capitalistes d'Ukraine Russie : derrière la répression, une contestation continue de la guerre	Stellantis : la vérité sur les « pertes annoncées » en 2025 ? Armement : cherche chair à patron pour faire de la chair à canon Loi cadre pour les transports, attaque tous azimuts sur les tarifs Somfy : des suppressions d'emplois annoncées Vire : le lycée menacé par les coupes budgétaires L'école de la guerre Suppressions de postes dans l'Éducation nationale Une manifestation pour regrouper les résistances contre la répression Hôpital du Rouvray : halte au saccage de la pédopsychiatrie !	Novillars : hôpital en lutte Santé : des grèves dans des services d'urgence lyonnais Gare de Strasbourg : un licenciement qui pue le racisme La colère des sans trains et les trains de la colère Triage de Sibelin : 100 % grève ! Le Sytral à l'ouest pour le T6 Nord... À Cenexi Fontenay (94), en grève pour les salaires ! À Alinéa, les Mulliez sauvent les meubles mais pas les salariés Triangle La Courneuve : la fuite sans gloire d'un patron voyou Strasbourg : « Usine morte » contre la fermeture à Dumarey Powerglide	LE NPA-R AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES NPA JEUNES-R Élections Crous 2026 : un rejet clair des politiques de Macron, du patronat et de l'extrême droite ! Faites des gosses ! Désillusion chez les étudiants sénégalais Istanbul : les étudiants de l'université du Bosphore en lutte contre la répression		

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

SOUTENONS DES LISTES OUVRIÈRES ET RÉVOLUTIONNAIRES !

C'est pour faire entendre la voix du monde du travail, celles de nos revendications et de nos luttes, que le NPA-Révolutionnaires présente, dans plusieurs dizaines de villes, des listes ouvrières et révolutionnaires. Constituées de travailleurs et de travailleuses, avec ou sans emploi, d'étudiants ou de retraités, elles sont un moyen d'exprimer notre colère – pour ceux d'entre nous qui ont le droit de vote, car nous n'oublions pas que les autres en sont privés faute d'avoir la bonne nationalité.

Nous n'avons aucune confiance à donner aux partis qui postulent à la gestion des affaires des capitalistes, ni à cette droite qui nous gouverne depuis des années, et encore moins à l'extrême droite, nos pires ennemis, mais pas davantage aux partis d'une gauche qui promet d'améliorer nos vies, mais a fait l'inverse quand elle était au pouvoir.

Toutes les conquêtes sociales des travailleurs ont été arrachées par les grèves et les manifestations, les seuls moyens de menacer et de faire reculer ceux qui tiennent vraiment l'économie, les patrons et les actionnaires, dont le pouvoir ne dépend d'aucune élection.

VOTER ET FAIRE VOTER POUR NOS LISTES OUVRIÈRES ET RÉVOLUTIONNAIRES, C'EST FAIRE ENTENDRE L'URGENCE POUR LE MONDE DU TRAVAIL DE LUTTER POUR :

- 400 euros net d'augmentation pour tous et toutes ;
- aucun salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net ;
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public comme dans le privé ;
- la régularisation de tous les sans-papiers, droit de vote pour tous à toutes les élections, liberté de circulation et d'installation.

Dans les villes où il n'est pas présent mais où il existe une liste de Lutte ouvrière, le NPA-R, qui est partisan du développement d'un pôle des révolutionnaires, appelle à voter pour celle-ci.

APRÈS LA MORT DU MILITANT FASCISTE QUENTIN DERANQUE

Une campagne de soutien à l'extrême droite

Quentin Deranque, militant d'extrême droite raciste et catholique intégriste, est mort des suites de ses blessures samedi 14 février. Ce n'était pas un saint, voilà qu'il meurt en martyr de l'extrême droite et du gouvernement, à moitié endeuillés, à moitié réjouis de saisir l'occasion pour dénoncer « la violence de l'extrême gauche ».

Jeudi 12 février, Quentin Deranque participait au service d'ordre de ses amies de Némésis, groupuscule identitaire qui instrumentalise le féminisme par pur racisme, venues provoquer et perturber une conférence tenue par Rima Hassan à Sciences Po Lyon. Ce n'est pas la première fois qu'elles prennent pour cible une conférence de la juriste franco-palestinienne sur le génocide à Gaza qui, rappelons-le, dans ce contexte où chacun est sommé de pleurer les morts, a fait 70 000 victimes selon les hypothèses les plus basses.

Avant même que les faits soient établis, le ministre de l'Intérieur Nuñez et celui de la Justice Darmanin affirment que les coupables seraient membres de ce qu'ils appellent « l'ultra-gauche ».

Mais on ne les a pas entendus pour les onze personnes tuées par l'extrême droite depuis 2022. On n'a rien entendu pour Ismaël Aali, tué parce que d'origine maghrébine le 6 janvier au sud de Lyon. Même silence pour le lycéen de Décines-Charpieu, dans la banlieue Est de la ville, dont le visage a été lacéré le 19 janvier sous un torrent d'injures racistes. Pas un mot pour El Hacem Diarra, travailleur immigré, mort dans les mains de la police à Paris dans la nuit du 14 au 15 janvier. Silence complice aussi après le coup de poing contre les Kurdes à Paris en février 2025, où une trentaine de nervis d'extrême droite ont attaqué une réunion et blessé un militant de la CGT au couteau. Enfin, le non-lieu prononcé en faveur des

gendarmes dans la mort d'Adama Traoré montre le côté que choisit la justice.

Macron dénonce la France insoumise, qu'il accuse d'antisémitisme, comme il le fait de tous ceux qui marquent leur solidarité avec le peuple palestinien. Ce faisant, il blanchit l'extrême droite française dont, malgré les discours hypocrites, la haine des Juifs n'a d'égal que sa haine des musulmans ou supposés tels.

Il n'est pas étonnant que devant tant de bienveillance, des bandes fascistes se sentent pousser des ailes. Depuis jeudi, elles sortent du bois pour attaquer des locaux de la France insoumise ou de syndicats à Paris, Lyon, Lille, Metz, Rouen, Castres, Bordeaux, Toulouse ou encore Montpellier. Nous adressons tout notre soutien aux camarades de la FI qui subissent un torrent d'injures et de calomnies de la part du gouvernement et une escalade de violence de la part de l'extrême droite.

• 17/02/2026

Notre article complet sur le site



ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Les forces de répression blessent et tuent, la justice passe l'éponge

Neuf CRS comparaissent devant la chambre correctionnelle du tribunal judiciaire de Paris après une intervention violente le 1^{er} décembre 2018. Ils avaient alors sauvagement matraqué des Gilets jaunes qui s'étaient réfugiés pour échapper aux gaz lacrymogènes dans un fast-food Burger King de l'avenue de Wagram. La scène avait été filmée et l'on voyait clairement que les manifestants n'avaient commis aucune violence ou dégradation dans les locaux, certains levant même immédiatement

les mains à l'entrée des forces de l'ordre. Malgré cela, les CRS les avaient frappés sans sommation. Ils sont donc poursuivis pour « violences volontaires aggravées ». Il faut remarquer que les prévenus n'ont jamais été désavoués par leur hiérarchie et que, une fois encore, la justice ne s'est pas pressée pour les juger, les traduisant devant un tribunal sept ans après les faits. Le jugement n'a pas encore été rendu, mais il y a fort à parier que la justice saura être clément. Par comparaison de nombreux Gilets jaunes interpellés ce

jour-là furent jugés, eux, en comparution immédiate en moins de 48 heures.

Ces violences policières ne sont pas des cas rares et isolés, des dizaines de manifestants et de jeunes des quartiers populaires ont été molestés, et parfois sont morts, ces dernières années. Les coupables de ces exactions ont bien rarement été condamnés, sauf à des peines symboliques. Car, comme le disait fort bien La Fontaine : « *Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.* »

J. L. • 18/02/2026

« Ces violences policières ne sont pas des cas rares et isolés, des dizaines de manifestants et de jeunes des quartiers populaires ont été molestés, et parfois sont morts. »

MORT D'ADAMA TRAORÉ DES GENDARMES BLANCHIS, UNE POLICE QUI RÉCIDIVE

Après dix ans de lutte pour faire reconnaître la responsabilité des gendarmes dans la mort d'Adama Traoré, Malien de 24 ans décédé le 19 juillet 2016 dans la caserne de gendarmerie de Persan, dans le Val-d'Oise, la Cour de cassation a une fois de plus confirmé le non-lieu en faveur des gendarmes, alors que tout prouve au contraire leur responsabilité. Les rapports médicaux font état d'une mort par « asphyxie contrainte » alors qu'il était plaqué au sol. Mais le tribunal ose prétendre que les gendarmes ont pu croire à « une simulation ». Sa mort avait suscité un vaste mouvement de protestation et de solidarité. Contre toutes les évidences, un premier non-lieu avait été prononcé en août 2023, confirmé en appel en mai 2024 et à nouveau cette année. La famille a aussitôt décidé de saisir la Cour européenne des droits de l'homme.

L'impunité d'une police gangrénée par le racisme, encouragée en cela par la politique et la démagogie anti-migrants des gouvernements, explique pourquoi de tels faits se succèdent. Comme l'assassinat de Nahel Merzouk en 2023, tué par un tir à bout portant lors d'un contrôle routier à Nanterre. Sa mort avait suscité des émeutes dans plusieurs villes : des milliers de policiers avaient été déployés pour les faire taire. Le préfet de police de Paris s'appelait Laurent Nuñez, aujourd'hui ministre de l'Intérieur. Les policiers ont bénéficié de l'impunité.

En ce début d'année 2026, c'est un travailleur mauritanien de 25 ans, El Hacen Diarra, qui est mort dans le commissariat du 20^e arrondissement de Paris où il avait été emmené après avoir été arrêté et tabassé au pied du foyer de travailleurs immigrés où il habitait. Les policiers responsables de sa mort sont toujours en fonction malgré les rassemblements et manifestations qui ont regroupé plusieurs milliers de personnes.

Une nouvelle manifestation est prévue samedi 21 février à Paris (14 heures métro Barbès) à laquelle le NPA-Révolution-



naires appelle à participer le plus largement possible pour exiger que cessent enfin les exactions de la police contre les travailleurs et les politiques des gouvernants qui les encouragent.

OLIVIER BELIN • 18/02/2026

Loi Duplomb : coucou la revoilà !

Le sénateur Les Républicains Laurent Duplomb va déposer une nouvelle proposition de loi pour tenter de réintroduire l'acétamipride, un insecticide néonicotinoïde utilisé pour contrôler divers ravageurs dans les cultures, mais toxique pour les abeilles et persistant dans l'environnement, avec des effets potentiels sur la santé humaine, notamment des fausses couches.

L'été dernier, le premier texte de Duplomb avait suscité un vaste mouvement de protestation matérialisé par plus de deux millions de signatures sur une pétition réclamant son abrogation. Le texte a été partiellement censuré par le Conseil constitutionnel sur l'usage des pesticides, mais la loi a été promulguée à l'été 2025 et des décrets d'application sont en cours de publication, notamment sur les seuils de taille d'élevages.

Mais voilà que, fort du soutien de l'agro-business et du silence embarrassé voire complice du gouvernement, le sénateur de droite va de l'avant et entend déposer un nouveau projet de loi. Cette fois-ci, la proposition de loi du sénateur de Haute-Loire précise « *un usage limité aux substances acétamipride et flupyradifurone et une durée d'un an non renouvelable* ». Conclusion : c'est reparti pour un tour, y compris une nouvelle pétition déposée sur le site de l'Assemblée nationale, intitulée « Non c'est non, monsieur Duplomb ! »

M. G. • 19/02/2026

NON AU LICENCIEMENT DE FRANCESCA ALBANESE

Francesca Albanese, la rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens, est la bête noire du gouvernement d'extrême droite israélien et de ses alliés à travers le monde. Sa dénonciation courageuse du génocide des Palestiniens lui vaut d'être sous sanction du département du Trésor américain, comme une vulgaire terroriste, depuis l'été 2025.

Mercredi dernier, Caroline Yadan, députée d'une circonscription dont la moitié des 130 000 électeurs vivent en Israël ou en Palestine occupée, a dénoncé des propos de Francesca Albanese tenus le 7 février. Sauf qu'elle les a totalement tronqués de manière à accuser Albanese d'antisémitisme. Que Yadan verse dans le mensonge pour défendre la politique de son ami le boucher Netanyahu n'a rien pour surprendre. Elle est l'auteur d'une proposition de loi qui, sous couvert de s'en prendre aux « formes renouvelées de l'antisémitisme », menace d'amendes et de peines de prison toute critique, en France, de la politique de l'État d'Israël et de l'idéologie qui l'inspire, le sionisme.

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a saisi la balle au bond pour annoncer que l'État français demande le renvoi de Francesca Albanese. Pourtant, s'il y a une politique qui favorise l'antisémitisme, en France et dans le monde, c'est bien celle qui consiste à soutenir envers et contre tout l'État sioniste et ses dirigeants coupables de génocide.

MATHIEU PARANT • 19/02/2026

PPE-3, le nouveau bébé de Lecornu

Attendu depuis deux ans, et repoussé pour éviter les guéguerres parlementaires et surtout arbitrer les querelles d'intérêts entre industriels du secteur, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE-3, troisième du nom) a été présentée jeudi dernier par Lecornu, en présence d'une brochette de dirigeants d'entreprises, dont le nouveau PDG d'EDF, Fontana, un ancien ingénieur de l'armement qui avait commencé dans les explosifs chez Nexter avant de passer à l'acier chez Arcelor puis au nucléaire chez Framatome : un beau pedigree.

Bousculé entre un RN partisan du tout nucléaire et d'une partie de la gauche qui préfère le soleil et le vent, Lecornu a préféré imposer sa PPE sans débat, par décret. Avec ce plan censé programmer la production d'électricité pour les dix années à venir, il s'agit aussi de permettre aux investisseurs et industriels de connaître les orientations politiques et, surtout, les subventions que l'État voudra bien leur accorder. Il semble bien que chacun ait eu son lot.

La part du lion va au nucléaire, qui représente déjà en France 85 % de la production d'électricité. Au nom de l'indépendance énergétique de la France, clame Macron, même si l'Hexagone n'a pas plus d'uranium que de pétrole dans son sous-sol. Mais il est vrai qu'Orano (ex-Areva) croyait que celui du Niger, en

tant qu'ancienne colonie, lui appartenait ! Dans l'industrie photovoltaïque, qui craignait un coup de rabot après des années de forte croissance, les patrons peuvent respirer : ce n'est que l'augmentation des volumes de production solaire prévue jusque-là qui est revue à la baisse, le gouvernement maintient des prévisions de croissance et les subventions au patronat qui vont avec. De même pour les éoliennes, où le plan parle d'augmenter l'envergure des pales plus que le nombre.

Mais il paraît que le gros problème viendrait de la baisse globale de la consommation électrique. Il faut dire que les factures d'électricité des particuliers ont augmenté de 75 % en dix ans. Quant aux véhicules électriques supposés nous affranchir du pétrole, ils sont hors de prix. S'y ajoutent les sites industriels, gros

consommateurs d'électricité, qui ferment et licencient à tour de bras tout en ayant des tarifs d'électricité très avantageux. Avec sa PPE-3, le gouvernement veut pousser à changer les chaudières à gaz pour des chaudières électriques ou des pompes à chaleur... en grande partie aux frais des particuliers.

On pourrait se dire que si on produit trop d'électricité il n'est peut-être pas nécessaire de programmer la construction de six nouvelles centrales nucléaires et que le prix de l'électricité devrait baisser au lieu d'augmenter. Mais non. Pour avoir le kilowattheure à bas prix, il n'est pas besoin d'être branché par une prise au réseau : il faut être branché aux cours de la bourse, depuis que l'ouverture à la concurrence permet à des sociétés intermédiaires d'acheter à EDF pour revendre des lots de kilowattheures en jouant sur la fluctuation des cours.

Pour réellement décarboner notre société, c'est de leur marché et de la mainmise des capitalistes sur l'économie dont il faut se débarrasser.

NICOLAS ALSET • 18/02/2026

Droit de vote : pas si universel

Le droit de vote se présente en France comme « universel ». Certes, il n'est plus réservé aux hommes, les femmes l'ayant obtenu en 1944. Mais le compte n'y est pourtant pas...

DÉTENUS PRIVÉS DE VOIX

En 2019, une loi a permis aux 57 000 détenus disposant de leurs droits civiques de voter dans leur prison. Jusque-là, il fallait obtenir une permission de sortie ou voter par procuration – dans les faits, bien peu y parvenaient. À peine la loi promulguée, la participation est passée de 2 % à 20 % des prisonniers. Devant un tel sursaut civique, députés et sénateurs ont décidé en juin dernier... de supprimer le vote en prison pour les élections locales, dès les prochaines municipales : en votant dans la commune de la prison, les détenus pourraient « déstabiliser l'expression démocratique » en atteignant jusqu'à 5 % du corps électoral de ces communes...

ÉTRANGERS : PAS TOUS À LA MÊME ENSEIGNE

Aux élections municipales et européennes, les étrangers originaires de l'Union européenne peuvent voter. Dans les faits, moins de 300 000 sur les 1,1 million qui le pourraient le font.

Aux presque cinq autres millions d'étrangers, le droit de vote a souvent été promis par

la gauche quand elle était dans l'opposition, jamais donné une fois qu'elle parvenait au pouvoir. Une proposition de loi allant dans ce sens attend d'être votée depuis... 1999 ! Jeudi dernier, une députée écologiste l'a ressortie de la naphtaline... le temps que des macronistes alliés à la droite et l'extrême droite signent une tribune pour s'en indigner.

Les étrangers sont le plus souvent embauchés aux postes de travail les plus pénibles et les moins bien payés. S'ils pouvaient voter, le poids électoral de la classe ouvrière s'accroîtrait d'autant. Voilà pourquoi les révolutionnaires sont pour le droit de vote des étrangers à toutes les élections. La Constitution de 1793 stipulait que « tout étranger de vingt et un ans, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail » pouvait voter. La V^e République et ses politiciens réactionnaires ont 233 ans de retard...

MATHIEU PARANT • 19/02/2026

AME

LE GOUVERNEMENT N'A RIEN À REFUSER À L'EXTRÊME DROITE

Sébastien Lecornu a signé deux décrets pour réformer l'aide médicale d'État (AME). Dans l'idéal, l'AME permet la prise en charge médicale des personnes sans papiers et à faibles revenus qui, sinon, n'auraient aucun accès aux soins. Mais déjà, on estime que la moitié des malades qui pourraient en bénéficier n'y souscrivent pas en raison de tracasseries administratives ou tout simplement par ignorance de son existence. Désormais, le gouvernement ajoute deux nouvelles restrictions.

Premièrement, il faudra que les demandeurs puissent fournir des documents officiels comportant une photo. Rien de plus simple, n'est-ce pas, quand on a risqué sa vie à travers la Méditerranée dans les mains des passeurs et qu'on est poursuivi dans son propre pays ! Cette seule mesure exclura un tiers des personnes concernées d'après Médecins du monde. Le deuxième décret autorise les administrations, donc la police, à accéder aux données personnelles. On comprend bien que beaucoup de sans-papiers tentant de régulariser leur situation s'abstiendront.

Pour le gouvernement, il s'agirait officiellement de « renforcer la lutte contre la fraude », alors que le recours à l'AME ne concerne que 0,47 % des dépenses de santé. En réalité, il s'agit de désigner les migrants et leurs familles comme des fraudeurs potentiels, de s'inscrire dans la droite ligne des campagnes anti-migrants et de courir derrière l'extrême droite.

MICHEL GRANDRY • 19/02/2026

OPÉRATIONS CONTRE LES IMMIGRÉS À NANTES ET AILLEURS : PAS BESOIN D'UN TRUMP POUR APPLIQUER UNE POLITIQUE RACISTE !

Le 11 février, plus d'une centaine d'agents de la police nationale, de la police municipale, de la police des frontières, et même de l'Urssaf, ont été déployés dans le centre-ville de Nantes pour mener des arrestations massives. Ces opérations se sont particulièrement concentrées autour des restaurants du centre-ville, dans un but clair : cibler les travailleurs et travailleuses de la restauration, dont beaucoup sont « sans-papiers ». Une opération de ratissage digne des opérations de l'ICE à Minneapolis. Car oui, ici aussi, même si ce n'est pas Trump mais Macron qui est au pouvoir, les politiques racistes et de division de la classe ouvrière se poursuivent.

Le 4 juillet dernier, la BBC avait publié des vidéos de gendarmes poursuivant dans l'eau des canots pneumatiques remplis de migrants tentant de traverser la Manche, pour les crever à coups de canif. Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, avait tenu alors à « saluer l'action des forces de l'ordre françaises ». Quelques jours plus tôt, des vidéos de l'association Utopia 56 montraient des policiers en tenue anti-émeute charger des canots et y lancer des grenades lacrymogènes. Le journal *Le Monde* a révélé en novembre dernier que le ministère de l'Intérieur envisageait de déployer des filets dans l'eau pour « neutraliser » les hélices des embarcations...

Lorsque ce n'est pas sur les côtes françaises que les flics français mettent les migrants en danger de mort, c'est lors de la traversée qu'ils empêchent les navires passant dans le couloir de la Manche de secourir les canots en détresse. Ainsi, la commission d'enquête britannique sur le naufrage ayant causé la mort, dans la nuit du 23 au 24 novembre 2021, d'au moins 31 migrants, met en évidence la responsabilité des autorités françaises, qui ont ordonné à un pétrolier de poursuivre sa navigation, alors qu'il avait probablement localisé l'embarcation en détresse.

Autant d'exemples que la police française n'a pas grand-chose à envier à l'ICE de Trump ! Ici comme outre-Atlantique, il faut en finir avec ces politiques racistes et les bras armés qui les mettent en place.

AURÉLIEN PERENNA • 18/02/2026

LE SERPENT DE MER DE LA PROPORTIONNELLE

Le 8 février dernier, toute une brochette de politiciens a signé une tribune réclamant que les élections législatives se fassent « à la proportionnelle », c'est-à-dire que le nombre d'élus soit proportionnel aux suffrages recueillis. Enfin... à condition que tout ce beau monde n'impose pas une « barre » minimale, comme ça a été le cas en 1986 où il fallait avoir recueilli plus de 5 % des

suffrages sur des listes départementales pour avoir des élus.

Parmi les signataires, un ex-président de la République et deux ex-Premiers ministres, à savoir Hollande, Cazeneuve et Borne. Et une question s'impose tout de même : que ne l'ont-ils proposé quand ils étaient au pouvoir ?

« Epstein Files » : le monde étriqué et malsain de ceux qui dirigent la société

La publication de millions de documents sur l'affaire Epstein n'en finit pas de secouer le milieu des grands de ce monde et de provoquer une certaine sidération : on reste stupéfait de l'étendue du réseau de ce criminel, millionnaire et pédophile...

Il aura fallu une loi spéciale du Congrès des États-Unis pour contraindre Pamela Bondi, la ministre de la Justice, à publier les « Epstein Files ». Les documents ont été caviardés à la hâte – c'est d'ailleurs ce caviardage qui ralentit leur publication intégrale –, pour faire disparaître certains noms de personnes bien en place dans le monde... à commencer par Trump, lui-même ami d'Epstein. En revanche, les noms des victimes – les seuls qui, légalement, auraient dû être occultés – ont été publiés en clair, jetant en pâture à l'opinion publique, dont une partie n'est pas forcément bienveillante, les victimes du prédateur sexuel, la plupart de très jeunes

femmes au moment où Epstein les avait capturées dans ses filets.

Les personnes qui apparaissent ne sont pas nécessairement impliquées dans ces sordides affaires de prostitution de jeunes femmes, mais toutes avaient avec Epstein des liens amicaux ou financiers. Toutes font partie du petit monde des puissants, ceux qui disposent des moyens matériels que confère l'argent ou l'exercice du pouvoir, et qui les emplit d'un sentiment de toute-puissance et d'impunité. Epstein n'est pas le premier : de feu le Premier ministre italien Berlusconi au

dirigeant « socialiste » Strauss-Kahn en passant par le producteur hollywoodien Weinstein, leurs crimes sexuels étaient connus dans les cercles de la bourgeoisie bien avant qu'ils ne soient publiquement dénoncés.

Ces milliardaires, ces têtes couronnées, ces politiciens font tous partie de cette bourgeoisie où l'on s'entraide, où l'on ferme les yeux sur les déviances des uns, et les escroqueries des autres. Tous se croisent dans les mêmes soirées mondaines, grands restaurants, hôtels de luxe et autres stations huppées. Car ce qui compte avant tout à leurs yeux, c'est le compte en banque, qui permet de jongler avec des sommes tellement énormes qu'elles échappent à l'entendement du commun des mortels. Mais qui créent des liens bien plus

forts que des différences politiques de façade : Epstein n'avait-il pas des liens personnels avec le fasciste Elon Musk aussi bien qu'avec le « socialiste » Jack Lang ?

Ces capitalistes, et les gouvernants à leur service, n'ont pas de mots assez durs pour traiter de profiteurs ceux que la misère ou les guerres ont fait fuir des pays ravagés afin de pouvoir enfin... grelotter sous une tente en France. Et font la leçon aux classes populaires sommées de rembourser les dettes étatiques qu'ils ont eux-mêmes contractées... pour faire tourner cette économie absurde dont la finalité est avant tout, à leurs yeux, de leur permettre ce mode de vie prédateur.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 17/02/2026

La mobilisation de Minneapolis est déjà une victoire contre la politique raciste de Trump

Trump avait exfiltré de Minneapolis Gregory Bovino, le chef de l'ICE, et annoncé un allègement du dispositif... Mais, selon différents témoignages, les flics de l'ICE avaient continué à défoncer les portes des immeubles à la recherche de migrants en situation irrégulière, ou supposés tels.

Cette fois, Trump a annoncé le départ de l'ICE de tout le Minnesota. S'agit-il, là encore, de « fake news » destinées à calmer une opinion de plus en plus hostile à sa politique ?

En tout cas, la mobilisation des travailleurs du Minnesota a eu un retentissement international et a certainement encouragé tous ceux qui s'opposent à la politique de Trump. La prestation anti-Trump du rappeur Bad Bunny pendant la mi-temps du Super Bowl a été vue par près de 130 millions de téléspectateurs.

Si le départ de l'ICE se révèle effectif, ce sera une énorme victoire à mettre à l'actif des réseaux de solidarité qui se sont constitués autour des villes jumelles de Minneapolis et Saint-Paul. D'ores et déjà, la mobilisation des classes populaires du Minnesota a prouvé qu'il est possible de s'opposer à la politique anti-ouvrière de Trump tout de suite, sans attendre les prochaines élections de mi-mandat qui constituent l'unique horizon du Parti démocrate.

Nous reproduisons ci-dessous de courts extraits de l'interview de Nyreen C., mère au foyer, impliquée dans le réseau local d'aide anti ICE.

OÙ EN EST LA MOBILISATION CONTRE LA POLICE DE L'IMMIGRATION À MINNEAPOLIS ?

Les deux journées contre l'ICE des 23 et 30 janvier n'ont pas vraiment été des journées de grève générale au sens européen du terme. Les grèves de solidarité ou les grèves « politiques » sont illégales aux États-Unis. Personne n'a vraiment été en grève. Beaucoup de travailleurs ont posé des congés maladie. Malgré leurs limites, ces deux journées d'action ont été sans précédent. Partout dans la ville, les gens se mobilisent de manière pacifique avec des sifflets et leur téléphone pour alerter sur la présence de l'ICE et enregistrer leurs agissements.

COMMENT CELA SE PASSE-T-IL DANS LES ÉCOLES ?

L'ICE a changé de tactique : ils ont substitué des voitures normales aux 4X4, ils essaient de passer inaperçus. Mais l'ICE capture des enfants aux stations de bus. Ils se servent de gaz lacrymogènes et de spray au poivre devant les écoles. Chaque voisinage a une forme d'organisation collective pour savoir si l'ICE est là et envoyer des gens pour les filmer.



PHOTO DE CHAD DAVIS.

L'interview complète est disponible sur notre site :



Iran – États-Unis : marchandages entre bouchers

Plus d'un mois après la répression sanglante, le régime iranien et les États-Unis sont en négociation, sous la menace d'une intervention militaire de ces derniers. Une épreuve de plus pour les masses populaires d'Iran, meurtries par le régime et la dernière intervention américaine en juin.

LES CLASSES DIRIGEANTES VEULENT UN « DEAL » SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS D'IRAN

Après avoir fait mine d'encourager les manifestants en leur promettant de l'aide, Trump a attendu la fin de la répression. Ses pressions militaires ont pour but d'affaiblir le régime pour en obtenir des concessions, notamment en l'empêchant d'acquiescer l'arme nucléaire. Les dirigeants iraniens ouvrent la porte à l'abandon de leurs 400 tonnes d'uranium enrichis à 60 %, en échange de la levée des sanctions économiques et de promesses d'investissements américains. Car la situation économique du pays continue de s'aggraver, avec son lot de colères sociales.

Trump ne souhaite pas forcément à l'heure actuelle faire tomber le régime théocratique. Et surtout pas que ce soit le peuple iranien qui s'en charge. Une guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran pourrait mener au « chaos » dans la région, que les partisans de « l'ordre » impérialiste préféreraient éviter, autant par crainte du désordre économique que des risques de révolte des peuples qui pourrait en surgir.

LES MASSACRES DU RÉGIME N'ONT PAS ANÉANTI L'OPPOSITION SOCIALE

La levée progressive des restrictions sur Internet permet non seulement de voir l'horreur de la répression, mais renseigne sur la persistance de la résistance populaire. Dans les universités, les étudiants refusent de tenir leurs examens pour protester contre le faux retour à la routine quotidienne organisée par un régime ayant assassiné ou blessé plusieurs dizaines de milliers de jeunes et travailleurs. Une « grève générale » étudiante est appelée pour les 16 et 17 février. La mobilisation est la plus forte dans les campus de médecine, car les médecins ayant soigné les blessés de la répression de janvier sont victimes d'une répression ciblée. Parallèlement, les ouvriers de la raffinerie Asaluyeh au sud du pays se sont également mis en grève début janvier pour demander le paiement de leurs heures supplémentaires, ainsi qu'une amélioration de leurs dortoirs.

STEFAN INO • 17/02/2026

Conférence sur la sécurité de Munich : une caverne de brigands et « 200 000 » figurants

Signe des temps, ce ne sont plus les réunions de l'Organisation mondiale du commerce qui marquent l'actualité des puissants de ce monde mais les grands raouts militaires comme la Conférence de Munich sur la sécurité.

Rubio, secrétaire d'État américain, y a pris la parole le 14 février pour répéter sur un ton diplomatique les attaques que le vice-président Vance avait assénées l'an dernier : confrontation au « culte du climat » et à « l'immigration de masse », l'Europe devrait retrouver ses « racines chrétiennes » et rejoindre Trump dans la défense de « la civilisation occidentale ». Un discours d'extrême droite raciste tenu juste avant de s'envoler pour la Hongrie d'Orbán.

« Si c'est ainsi, sur ce ton, que nous communiquons nos différences mais aussi notre proximité, alors il est possible de travailler », a jugé l'entourage du chancelier allemand Merz. Même son de cloche chez Kallas pour la diplomatie européenne : « On n'est pas raccord sur tous les sujets, mais on peut trouver là une base de travail. » Les idées d'extrême droite sont déjà au pouvoir, avant même que son personnel politique ait « grand remplacé » celui de l'extrême centre !

Merz a promis de faire de la Bundeswehr « la plus forte armée conventionnelle d'Europe », dépassé dans ses ambitions uniquement par Macron qui agite la « dissuasion » nucléaire pour rappeler la capacité de nuisance de l'impérialisme français.

Occasio Cortez, qui se prépare à la présidentielle pour l'aile gauche du Parti démocrate, a montré patte blanche aux généraux et marchands de canons en indiquant qu'elle souhaitait « approfondir nos partenariats avec un engagement renforcé envers l'intégrité et nos valeurs ». Sonnantes et trébuchantes ?

Pahlavi, le fils du chah qui a régné d'une main de fer au service de l'impérialisme américain en Iran avant de se faire renverser par une révolution populaire en 1979, a posé aux côtés de Zelensky afin de travailler sa posture de marionnette des intérêts impérialistes. Il a aussi rencontré le français Haddad, ministre délégué à l'Europe, qui lui a déroulé le tapis rouge pour sa propagande en faveur d'une intervention militaire américaine contre le peuple iranien. Séance suivie d'une opération photo de royalistes iraniens devant la conférence, que les médias présentent comme une manifestation de 200 000 personnes.

On pourra se consoler de ce bal des vautours en réécoulant la chanson de Boris Vian, la *Java des bombes atomiques* : « Voilà des mois et des années / Que j'essaye d'augmenter la portée de ma bombe / Et je n'me suis pas rendu compte que la seule chose qui compte / C'est l'endroit où ce qu'elle tombe »

RAPHAËL PRESTON • 17/02/2026

FIN DU TRAITÉ NEW START

À BAS LE MILITARISME DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES !

Le 5 février dernier expirait le traité New Start signé en 2010 entre les États-Unis et la Russie. Le traité portait sur la limitation des armes nucléaires stratégiques de longue portée, mais ne concernait pas les armes nucléaires dites « tactiques », c'est-à-dire de courte portée – et les deux pays en ont beaucoup !

Ce traité, après d'autres signés entre les États-Unis et l'URSS, avait malgré tout permis une baisse significative du nombre d'armes nucléaires, passées « de 60 000 au pic de la guerre froide à 12 000 aujourd'hui », selon Héloïse Fayet, une spécialiste. Le traité se caractérisait aussi par des procédures de vérification mutuelles... en panne depuis la pandémie de Covid-19 et, surtout, l'éclatement de la guerre en Ukraine.

De toute façon, depuis 2010, la montée en puissance de l'armement de la Chine – à la seconde place en termes de budget militaire, assez loin derrière les États-Unis – avait considérablement modifié la donne. Et la politique agressive de Poutine a eu pour pendant celle de Biden, largement amplifiée par celle de Trump.

Pour les dirigeants des grandes puissances, même si on est encore loin des niveaux atteints pendant la guerre froide, l'heure est à l'armement. Pas seulement pour montrer ses muscles, pas seulement pour soutenir les entreprises d'armement, grandes bénéficiaires de la militarisation actuelle, mais... parce qu'ils veulent être prêts à s'en servir !

Il ne s'agit pas (seulement) de la folie destructrice des Poutine, Trump, Xi Jinping, Mertz et autres Macron. La concurrence impérialiste est intrinsèquement agressive : la nécessité, pour rester dans la course, de toujours élargir le champ des investissements est source de conflits – matières premières, débouchés, tout est l'occasion de guerres commerciales. Des conflits « économiques » qui risquent toujours de se terminer sur des champs de bataille véritables.

C'est à cela que se préparent les puissances impérialistes. Au cas où ne resterait plus que la guerre comme option pour rebattre les cartes du partage du monde. Et chacune veut pouvoir le faire sans contrôle.

L'heure n'est donc plus au désarmement mais, bien au contraire, au militarisme et à l'explosion des budgets militaires.

Plus que jamais, il s'agit pour les révolutionnaires de dénoncer cette course aux armements qui, déjà, se traduit par une guerre sociale menée contre les classes populaires et fait courir un risque mortel à toute l'humanité.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 17/02/2026

Retrouvez les analyses du NPA-R sur la situation internationale et les tâches des révolutionnaires ☺



REZA PAHLAVI ET VOLODYMYR ZELENSKY

Après Gaza en ruine, Israël accélère les colonisations en Cisjordanie

Dimanche 15 février, les frappes israéliennes ont fait encore 12 morts dans l'enclave. Elles ont fait plus de 600 morts depuis le début officiel, il y a quatre mois, de cette trêve qu'Israël n'a jamais respectée.

Lundi 16, le gouvernement de Netanyahu a promulgué une nouvelle réglementation destinée à accélérer les implantations d'Israéliens en Cisjordanie, par l'annexion des terres et l'expulsion des Palestiniens qui y vivent. Une semaine plus tôt, un premier décret devait déjà faciliter les « achats de terres ». Le nouveau décret parle purement et simplement d'expropriations et expulsions, dès que les Palestiniens ne sont pas en mesure d'apporter une preuve, reconnue par Israël, de leur droit de propriété de la terre où ils vivent. C'est le cadastre établi par l'administration israélienne qui en jugera.

Les opérations de colonisations de la Cisjordanie n'ont en réalité jamais cessé, sous tous les gouvernements israéliens successifs depuis 1967 et cette « guerre des six jours » qui avait permis à Israël d'étendre sa domination sur Gaza, sur la Cisjordanie, en même temps que conquérir une partie du plateau du Golan sur la Syrie. Mais depuis 2023, la guerre à Gaza s'est doublée d'une série d'opérations militaires en Cisjordanie, contre la population

des camps de réfugiés palestiniens et en appui des vagues de nouveaux colons (souvent de l'extrême droite religieuse israélienne) pour expulser des Palestiniens et créer de nouvelles colonies, ces colonies qui ne cessent de grignoter le territoire, coupé de murs pour protéger terres occupées et nouvelles agglomérations, traversé de routes réservées aux seuls Israéliens.

Aujourd'hui, 500 000 Israéliens vivent en Cisjordanie, réduisant d'autant le territoire et les possibilités de vivre des trois millions de Palestiniens qui y habitent.

Simultanément Israël vient de décider la construction de 2780 logements nouveaux dans la banlieue de Jérusalem, entre les villes palestiniennes de Hizma et al-Ram, amputant là aussi les territoires palestiniens.

C'est la poursuite de la politique annoncée par Netanyahu il y a déjà plusieurs années de réaliser le grand Israël de la mer au Jourdain en expulsant toute la population palestinienne, chaudement approuvée par Donald Trump et de fait soutenue par tous les gouvernements occidentaux, tant Israël et son armée leur sert de gendarme contre toutes les populations pauvres de la région.

OLIVIER BELIN • 17/02/2026

Jeunes dans la galère

Le rapport de la Banque mondiale pour 2025 fait état des conséquences de la dégradation du contexte économique international sur les pays dits « en voie de développement » (c'est-à-dire les pays les plus pauvres soumis à l'impérialisme). Les plus jeunes en sont les principales victimes : ils seront 1,2 milliard à arriver sur le marché du travail d'ici 2035 pour seulement 400 millions d'emplois disponibles. En 2025, les chemins de fer indiens ont reçu 18,7 millions de candidatures pour 60 000 places. Au Nigeria, 1,8 million de personnes se sont disputé les 50 000 places proposées dans la fonction publique. Souvent les pots-de-vin et les relations font la différence, laissant hors de la course les jeunes d'origine modeste. En cause, une baisse de la croissance annuelle, qui est passée en moyenne de 6 % à 4 % depuis quelques années, dont les travailleurs paient aujourd'hui les pots cassés.

Beaucoup sont rejetés dans l'économie informelle, qui regroupe plus de 2,1 milliards de personnes, sans contrat et livrées aux pires conditions d'exploitation. La Banque mondiale réclame des investissements et des infrastructures pour sortir durablement les jeunes de la misère. Mais ses appels vibrants comme : « Face à la faiblesse des ressources, la mobilisation des capitaux privés s'avère une pièce maîtresse de l'échiquier financier qui permet de stimuler la demande de main-d'œuvre » restent en grande partie lettre morte. Les capitalistes investissent pour les profits, pour accaparer les ressources, certainement pas pour sortir les jeunes de la misère, peu importe si cela implique de maintenir le sous-développement de régions entières.

Cette jeunesse (la fameuse Gen Z) n'est pas homogène d'un point de vue de classe. Mais ce n'est pas un hasard si on la retrouvait en première ligne dans les mobilisations en 2025 au Madagascar, au Népal, au Maroc ou en Indonésie notamment celle des classes populaires. Ce chômage de masse et la dégradation des conditions de vie en comparaison de ce qu'avait connu la génération précédente alimentent un sentiment de révolte, qui, faute d'une politique de classe, n'aboutit pas pour le moment à des changements significatifs. La colère ne suffit pas à dépasser les illusions démocratiques et institutionnelles pour viser le pouvoir des capitalistes. Mais pour arracher des conditions de vie dignes, reprendre le chemin des explosions sociales sera bien plus efficace que les vœux pieux de la Banque mondiale.

ROBIN KLIMT • 17/02/2026

MORT D'UN DÉPORTÉ POLITIQUE KANAK DANS UNE PRISON EN FRANCE : UN CRIME COLONIAL

« Solidarité avec tous les Kanak déportés, et, d'une manière plus générale, avec la lutte pour le droit à l'autodétermination du peuple kanak »

Frédéric Grochain, un militant indépendantiste de la CCAT âgé de 31 ans, a été retrouvé mort dans sa cellule le 6 février au centre pénitentiaire de Varennes-le-Grand (71) où il était détenu depuis juin 2024. Il faisait partie des sept militants arrêtés et déportés en métropole au moment du soulèvement de la population kanak contre la réforme du Code électoral voulue par Macron.

Il a été comme ses six autres camarades accusé de « complicité de tentative de meurtre, vol avec arme et destruction par un moyen dangereux, en bande organisée, association de malfaiteurs, participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens ». Il n'avait pas été jugé depuis sa déportation. Une incarcération « préventive » de plus d'un an et demi à 17 000 kilomètres de chez lui !

L'autopsie a conclu à une mort naturelle, en raison de problèmes de santé, mais son avocat a estimé que ces derniers « n'auraient pas été correctement pris en charge ». Le président du FLNKS, Christian Tein, lui-même libéré après un an de prison « préventive » en métropole assure que « Frédéric Grochain est une victime directe du système judiciaire et carcéral colonial, qui s'est durci de manière inédite depuis les événements de 2024 ».

Nous partageons pleinement ce point de vue et nous réaffirmons notre solidarité avec tous les Kanak déportés, et, d'une manière plus générale, avec la lutte pour le droit à l'autodétermination du peuple kanak, colonisé et opprimé depuis un siècle et demi par l'impérialisme français.

MARIE DAROUEN • 17/02/2026

Trump bloque tout combustible vers Cuba

Non à l'étranglement de la population cubaine !
Construisons la solidarité internationale et anti-impérialiste !

« Cuba se retrouve étranglé. Les universités sont fermées, des transports en commun sont à l'arrêt, de même que des centres de santé. »

Sous forme d'un décret publié le 29 janvier dernier, le Maison-Blanche a décidé d'imposer d'importants droits de douane à tous les pays qui exporteraient du pétrole vers Cuba. Au même moment, pour se maintenir au pouvoir, le gouvernement vénézuélien de Delcy Rodriguez, principal fournisseur de pétrole de la Havane, dans un courageux acte « d'anti-impérialisme », a arrêté toute exportation vers Cuba sous la pression des États-Unis.

En conséquence, Cuba se retrouve étranglé. Les universités sont fermées, des transports en commun sont à l'arrêt, de même que des centres de santé. L'industrie du tourisme, sur laquelle l'État cubain comptait pour faire rentrer des devises, est totalement à l'arrêt, les hôtels ferment et les aéroports n'ont plus assez de kérosène.

Le NPA-R dénonce fermement le renforcement du blocus contre Cuba qui dure depuis 1961. Avec cette offensive, les États-Unis veulent renforcer leur domination sur la région, reprendre la main sur l'économie cubaine d'où ils ont été chassés en 1959 suite au renversement du dictateur Batista par une révolution populaire et paysanne dirigée par les « barbudos » Castro et Guevara.

Les représentants du gouvernement cubain, au lieu de s'appuyer sur les luttes des ouvriers et paysans de Cuba, font de la diplomatie en comptant sur la solidarité des États bourgeois et l'appui de certains secteurs patronaux. La Russie et la Chine refusent d'envoyer du pétrole à Cuba pour ne pas se fâcher avec Trump. Quant aux hypocrites gouvernements dits de gauche en Amérique latine, qui se prétendent amis du peuple cubain, Lula au Brésil, Boric au Chili, Delcy Rodriguez au Venezuela, tous refusent d'apporter de l'aide énergétique. Sheinbaum, présidente du Mexique, a aussi cédé face aux menaces américaines.

Pour stopper cette nouvelle offensive de l'impérialisme américain, les classes populaires cubaines ne peuvent compter que sur la solidarité des travailleurs du monde entier. C'est cette mobilisation et conscience internationaliste que nous devons chercher à construire aujourd'hui.

VICTOR MENDEZ • 17/02/2026

Dossier

QUATRE ANS DE GUERRE EN UKRAINE,

Deux millions de morts et blessés sur les fronts,
pour des marchandages sur le dos des peuples

→ Déjà quatre ans de guerre en Ukraine, en plein cœur de l'Europe, lancée par Poutine le 24 février 2022, une guerre engagée pour des visées impérialistes de l'autocrate russe, auxquels les rivaux occidentaux, sous la houlette des États-Unis et sous couvert de l'Otan, ont répondu en apportant à l'Ukraine une aide militaire et financière hautement intéressée (qu'il va falloir pourtant rembourser). Les buts de la prétendue aide sont apparus au grand jour quand Trump a arraché à Zelensky, l'été dernier, un contrat sur l'exploitation de richesses minières du pays. Les négociations en cours, billard à multiples bandes, entre Trump et Poutine, entre représentants de l'UE (avec Macron qui s'en veut le chef !) et l'Ukraine, entre représentants de l'Ukraine et de la Russie désormais aussi, tournent autour du partage du butin dans l'après-guerre. Les rapports de force entre impérialistes ont été bouleversés par le conflit. Les États-Unis de Trump se félicitent d'en sortir gagnants, d'avoir réintroduit Poutine dans le cercle des grandes puissances – et dans la zone de leurs deals aussi ! Leurs alliés européens, affaiblis et dépités, cherchent tout de même à négocier leur part de reconstruction capitaliste de la région.

Selon un rapport récent du CSIS (Center for Strategic and International Studies), largement relayé par les médias, cette guerre aurait fait en quatre ans plus de victimes militaires qu'aucune des grandes puis-

sances n'en a connues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Près de deux millions de victimes, morts ou blessés. Entre 500 000 et 600 000 morts ou blessés parmi les troupes ukrainiennes, 1,2 million de morts ou blessés parmi les troupes russes, dont au moins 325 000 morts. Il faut y ajouter les victimes civiles ukrainiennes : 15 000 morts et 40 000 blessés selon les dernières estimations de l'ONU. Terrible hécatombe humaine ! Terribles dégâts matériels dans des quartiers entièrement éventrés, des installations industrielles et équipements détruits. Et près de huit millions d'Ukrainiennes et Ukrainiens qui ont fui à l'étranger ; 3,7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, sur une population totale qui était de 43 millions en 2021. Aujourd'hui, on voit cette population, transie, dans des logements sans électricité et sans chauffage depuis que l'armée russe cible les infrastructures énergétiques du pays, sous des températures extérieures de moins 10 à moins 20 degrés.

Et Macron ? Après avoir prétendu jouer le rôle de négociateur avec Poutine au tout début du conflit (invité tout au bout d'une table de 10 mètres de long), il s'est ensuite prétendu chef de l'Europe contre la menace russe (justifiant ainsi l'augmentation du budget militaire), pour revenir aujourd'hui à l'intention de renouer avec Poutine. Il ne voudrait pas que les entreprises capitalistes françaises loupent le

coche des affaires à réaliser « Il faut surtout maintenant travailler sur nous, sur ce qu'on veut demander [...], il faut le préparer en Européens pour pouvoir, au bon moment, être prêts dans discussion avec les Russes », vient-il de déclarer. L'industrie nucléaire française ayant besoin du combustible russe et, pour ce faire, de détourner quelques sanctions, Framatome a fait appel à une banque de la Hongrie d'Orbán, dispensée par son ami Trump de boycott du marché russe : c'est ce que signale *Le Canard enchaîné* du 11 février dernier.

Business ! Personne ne sait quand la guerre va s'arrêter, son intensité augmente pour les besoins des rapports de force entre dealers impérialistes. Seuls les travailleurs qui en paient le prix fort, en Ukraine au premier chef, en Russie aussi et, plus largement, dans l'Europe entière, pourraient y mettre un terme par leur mobilisation tous ensemble.

MICHELLE VERDIER • 17/02/2026



VLADIMIR POUTINE ET DONALD TRUMP (2017)

LES UKRAINIENS EN EUROPE : IMMIGRÉS CHOYÉS OU TRAVAILLEURS EXPLOITÉS ?

Au 3 octobre 2025, selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, 5 192 110 personnes venues d'Ukraine ont été enregistrées à travers l'Europe, soit 12 % de la population du pays avant le déclenchement de la guerre ; 560 560 autres ont été enregistrées hors d'Europe, soit 6 millions au total à travers le monde depuis le début de la guerre à grande échelle. Jusqu'à 8 millions d'Ukrainiens ont bougé, mais certains sont retournés en Ukraine. Face à l'afflux, l'Union européenne (UE) avait activé le 4 mars 2022 une directive dite de « protection temporaire », permettant d'obtenir droit de séjour automatique, accès à un logement, travail, aides sociales et médicales, et éducation pour les enfants et jeunes non accompagnés.

« Jusqu'à 8 millions d'Ukrainiens ont bougé »

C'est l'Allemagne qui compte le plus d'Ukrainiens sous ce statut privilégié (par rapport aux autres migrants venus, par exemple, de Syrie ou d'Afghanistan), avec 1 182 700 personnes en septembre 2025. La Pologne en compte 1 005 005, la République tchèque 388 515... La France de Macron et de Retailleau-Darmanin 52 455, à juste titre peu jugée terre d'accueil !

ALLEMAGNE, TERRE D'ACCUEIL

Selon le registre central des étrangers, il y aurait en Allemagne, au 22 janvier 2026, 1,3 million de réfugiés ukrainiens, dont 360 000 enfants et jeunes de moins de 18 ans (130 000 d'entre eux étant en âge d'aller à l'école primaire). Les adultes ont droit à des cours dits d'intégration, dont des cours de langue allemande, qui donnent accès à un travail. Sur les migrants ukrainiens, souvent hautement qualifiés, près de 50 % ont trouvé un travail, mais pas à leur qualification. Ils sont dans l'hôtellerie, la restauration, le nettoyage, l'éducation et le travail social... les femmes dans l'aide à la personne.

« Avec le temps qui passe et les politiques d'austérité qui s'installent, le sort des réfugiés ukrainiens se dégrade. »

L'HEURE EST AUX RAIDISSEMENTS XÉNOPHOBES

Avec le temps qui passe et les politiques d'austérité qui s'installent, le sort des réfugiés ukrainiens se dégrade. Le gouvernement allemand veut quasiment supprimer l'offre de cours de langue. Le gouvernement norvégien invoque des conditions prétendues « sûres » dans l'ouest de l'Ukraine pour refuser l'asile automatique. La République tchèque refuse désormais aux réfugiés un hébergement gratuit au-delà de 90 jours après leur arrivée. Les Pays-Bas ferment des centres d'accueil.

Même les pays les plus accueillants, comme l'Allemagne (incomparablement plus que la France de Macron !) montrent que les politiques restent régies par les intérêts patronaux, économiques mais aussi politiques quand il s'agit d'encourager un racisme montant qui divise les travailleurs. Chair à canon, chair à patron... il va falloir sortir de ce piège capitaliste !

M.V. • 17/02/2026

Pourquoi l'Ukraine n'a jamais intégré l'Union européenne

Dès 1996, le président ukrainien Kouchma affirmait que sa priorité était l'intégration de son pays à l'Union européenne. Trente ans plus tard, l'Ukraine n'est toujours pas membre de l'UE. Loin de nous l'idée que l'adhésion de l'Ukraine à l'entente de brigands capitalistes qu'est l'UE serait favorable au sort des travailleurs. Force est pourtant de constater que, derrière leurs grandes déclarations d'amour pour le peuple ukrainien qu'il s'agirait de protéger de l'autoritarisme de Poutine, les Macron et Merz ne cessent de remettre aux calendes grecques l'entrée du pays dans une UE où ils font pourtant la loi.

LES ACCORDS D'ASSOCIATION UE-UKRAINE : OUVERTURE À DES CAPITAUX EUROPÉENS

Les dirigeants ukrainiens successifs, représentants d'oligarques, calculant leurs meilleurs appuis économiques côté russe ou côté occidental (ou les deux !), ont attendu le 28 février 2022 pour déposer une candidature d'adhésion à l'UE. C'est-à-dire le début de la guerre. Auparavant, l'UE et l'Ukraine avaient signé deux accords dits d'association économique et politique, en 1994 et en 2014. L'accord de 1994 formalisait une certaine intégration de l'Ukraine, ex-pays de l'URSS, à l'ordre international mais, surtout, ouvrait le pays aux capitaux étrangers : entre autres à des groupes européens comme Bayer (1992) ou Limagrain (2000), même si l'économie

ukrainienne était encore fortement liée à la Russie (90 % de la consommation de pétrole et de gaz en provenaient). À signaler des frictions entre capitalistes ukrainiens, ceux investis dans la métallurgie, les réseaux de pétrole et gaz, commerçant beaucoup avec la Russie ; d'autres, dans l'agroalimentaire, cherchant à augmenter leurs exportations vers l'UE. Il a fallu encore quelques années pour que l'Ukraine se détache davantage de la Russie et demande à rejoindre l'Europe, un des enjeux de la mobilisation sociale de Maïdan et de la chute du dictateur Ianoukovytch en 2013-2014.

AU NOM DE LA DÉMOCRATIE, OU DES PROFITS ?

La guerre lancée par Poutine a eu pour effet de faire basculer le monde capitaliste ukrainien vers l'Europe, dont les institutions ne sont pourtant pas pressées d'intégrer le pays. Parce que sa gouvernance ne serait pas assez démocratique ou anti-corruption ? Non. Si l'UE en est encore à ne donner à l'Ukraine qu'un statut de « candidat », c'est parce que, tout particulièrement dans le secteur de l'agriculture, les céréaliers français (pour ne citer qu'eux) n'ont pas envie de la concurrence ukrainienne.

Une question de blé et d'oseille !

ARVO VYLTT • 17/02/2026

RUSSIE : DERRIÈRE LA RÉPRESSION, UNE CONTESTATION CONTINUE DE LA GUERRE

Dès les premiers jours de l'invasion russe en Ukraine, la répression s'est déchaînée contre les dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté pour s'opposer à cette fuite en avant guerrière. Arrestations, procès, lourdes amendes, intimidations, mais aussi emprisonnements de longue durée, certains en camp de relégation. Et la fuite hors du pays d'un total d'un million de personnes. Depuis, la répression n'a fait que s'accroître.

En avril 2023, Poutine a signé une loi condamnant à la prison à perpétuité tout « traître à la patrie ». La Russie compte aujourd'hui plus de 1 700 prisonniers politiques selon certaines ONG, soit plus que sur l'ensemble du territoire soviétique au début des années 1980, sous Brejnev, un des derniers dirigeants de la bureaucratie stalinienne. Soixante nouveaux dossiers « criminels » seraient ouverts chaque mois concernant des affaires de « trahison », c'est-à-dire des procédures judiciaires contre des citoyens ayant critiqué la guerre.

Fin janvier, les médias annonçaient que « l'opposition russe en exil fait son entrée au Conseil de l'Europe ». Quelques figures de l'opposition libérale à Poutine, une frange de la classe bourgeoise russe qui attend son heure en cas de chute du dictateur, sont courtisées par les « démocraties » impérialistes européennes. Elles avaient entre autres négocié la libération en 2024 d'Ilya Iachine, proche de l'opposant Alexei Navalny mort, probablement assassiné, en prison en février 2024, comme du journaliste opposant Vladimir Kara-Mourza, condamné à 25 ans de prison pour « espionnage ». En revanche, elles restent silencieuses sur le sort de centaines d'autres, dont Boris Kagarlitsky, une figure de la gauche russe socialiste et antiguerre, arrêté en 2023 et condamné à des années de camp.

La répression s'abat particulièrement sur les jeunes. Le 24 novembre dernier, l'âge de la responsabilité pénale a été abaissé de 16 à 14 ans. Selon les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur russe, 159 adolescents ont été poursuivis pour « trahison » depuis le début de la guerre. Le cas le plus emblématique est celui d'Arseny Turbin, 14 ans, arrêté en septembre 2023 et condamné à cinq ans de prison pour des vidéos an-

ti-Kremlin et anti-guerre sur les réseaux sociaux. Souvent, les arrestations se font sur des motifs totalement futiles : en août dernier, deux jeunes « tiktokeuses » avaient été arrêtées pour s'être filmées en train de danser devant des entrepôts bombardés par des drones ukrainiens, et avaient dû s'excuser publiquement, dans une mise en scène digne des procès de Moscou.

Le but pour le régime est clair : instaurer la terreur pour dissuader toute tentative de s'opposer à sa politique guerrière. Mais la population est loin d'être unie derrière le dictateur, d'autant que la Russie est quasiment passée en économie de guerre, ce qui pèse de plus en plus lourd sur les classes populaires.

AURÉLIEN PERENNA

DÉSERTIONS DANS L'ARMÉE Russe

Pour les soldats du rang qui tentent de désertir, la punition est souvent terrible. On se souvient d'images de mercenaires de Wagner se filmant en train de tuer à coups de masse un soldat accusé de désertion. Le plus souvent, les déserteurs qui sont rattrapés sont enfermés dans des caves et subissent des tortures, avant d'être expédiés dans des régiments envoyés en première ligne, où la mort est quasi certaine. Il n'empêche, le nombre de désertions dans l'armée ne cesserait d'augmenter. Dans une enquête de 2025, *The Insider*, estime que les tribunaux militaires russes auraient prononcé plus de 18 000 verdicts pour des affaires d'abandon de poste, avec plus de 8 500 pour la seule année 2024. Une association d'aide aux déserteurs russes, « L'Adieu aux armes », estime que 30 000 à 40 000 soldats ont déserté pour la seule année 2023 – des chiffres difficilement vérifiables, mais qui témoignent de l'étendue de l'opposition à la guerre dans un pays qu'on présente comme totalement caporalisé.

A.P. • 17/02/2026

Zelensky en guerre au service des capitalistes d'Ukraine



Le régime de Zelensky gère la défense de l'Ukraine contre l'invasion russe dans le sens exclusif des intérêts des capitalistes ukrainiens. Les conséquences de ce choix de classe sont une fuite en avant politique vers un nationalisme exacerbé et la transformation de l'Ukraine en semi-colonie économique de l'impérialisme occidental.

L'effort de guerre porte sur la classe ouvrière, tandis que les enfants de ministres ou de bourgeois échappent à la mobilisation. C'est ce genre d'injustice flagrante qui motive les désertions de plus en plus nombreuses. Les vidéos circulent de réactions populaires, souvent de femmes, contre les recruteurs militaires qui enlèvent en pleine rue ceux qui ne se présentent pas à la conscription obligatoire. Cette résistance impose certains reculs au régime comme la réouverture des frontières pour les moins de 22 ans.

Pendant la guerre, Zelensky a continué son programme politique d'offensive patronale : limitation des droits syndicaux, introduction de « contrats zéro heure » flexibles et réformes du Code du travail contre les salariés.

Pour embrigader les classes populaires malgré tout, le gouvernement déploie une propagande ultra-nationaliste : lois dites de « décolonisation » mais, en réalité, de « dérussification » qui consistent à éliminer la culture et la langue russes de l'enseignement, des bibliothèques, des médias, alors même que le russe est utilisé par une partie des Ukrainiens. Cette évolution profite à l'extrême droite, comme l'illustre le fait qu'à Kiev, l'avenue de Moscou a été renommée Bandera (le chef pro-nazi d'une bande armée ukrainienne qui a officié pendant la Seconde Guerre mondiale).

Ce choix de classe a des conséquences sur le terrain militaire : la défense ukrainienne ne dépend que de la capacité répressive de l'État à enrôler de la chair à canon d'un côté et des armes occidentales de l'autre – livrées au prix d'un esclavage économique annoncé.

RAPHAËL PRESTON • 17/02/2026



Stellantis : la vérité sur les « pertes annoncées » en 2025 ?

Le 6 février, le directeur général de Stellantis, Filosa, a annoncé une probable « perte » de 23 milliards pour l'année 2025. Au-delà du tapage médiatique, on comprend qu'il y aurait 22 milliards mis de côté pour des « charges exceptionnelles » afin de réorienter la production mondiale vers moins de véhicules électriques et plus de thermiques et hybrides. Il explique cela comme un « reset » des comptes laissés par son prédécesseur Tavares. En réalité, ces « pertes » sont des artifices comptables. Sur les 22 milliards il y a 15,7 milliards de dépréciation d'actifs, une estimation très arbitraire.

Mais pour rassurer les actionnaires, le directeur général avoue qu'il y a en réalité 46 milliards d'euros de réserve dans les coffres de Stellantis. Le groupe va investir 13 milliards de dollars aux États-Unis, 6 milliards au Brésil... Au deuxième semestre 2025, les ventes mondiales ont augmenté de 11 % et 39 % rien qu'en Amérique du Nord. Bref, pas de quoi s'inquiéter pour les riches, ils n'auront pas de dividende cette année mais se rattraperont plus tard.

Ce genre de « reset » financier a été aussi pratiqué en décembre par Ford (20 milliards de dollars de charges exceptionnelles annoncées) et par General Motors (7,7 milliards de dollars). Les constructeurs adaptent leur production mais aussi leur communication.

Cela justifie de plomber les salaires de ses ouvriers : 1 % d'augmentation générale cette année pour les sites Stellantis en France, soit 17 euros net mensuels pour un opérateur.

La direction et ses syndicats béni-oui-oui se satisfont que ce soit au-dessus des 0,7 % de l'inflation officielle. Les ouvriers confrontés à l'inflation réelle et au blocage des salaires depuis des années ont de quoi être en colère.

Car au massacre des salaires s'ajoute celui des emplois. Après le Royaume-Uni (Luton, 1 100 salariés), les fermetures de sites Stellantis se profilent en France à Douvrin et Poissy.

CORRESPONDANT • 17/02/2026



Armement : cherche chair à patron pour faire de la chair à canon



Thales prévoit d'embaucher 9 000 personnes en 2026. Safran recherchait 6 000 à 7 000 personnes « dans les prochains mois » en septembre 2025, Dassault inaugurait récemment un tout nouveau site à Cergy, avec plusieurs dizaines de recrutements prévus sur place.

Mais il reste des postes non pourvus et ceux qui sont déjà là en font les frais. Dassault n'a cessé d'augmenter la cadence de production de son engin de mort phare, le Rafale, passé d'un par mois il y a quelques années à 2,4 en 2025, avec un objectif de trois en 2026 et quatre à cinq en 2030. La multiplication des projets complexifie les tâches, à l'usine comme dans les bureaux d'études. Chez Thales, Safran, Dassault Aviation, les

dividendes suivent : ils n'ont fait qu'augmenter après une inflexion liée au Covid, et les cours en bourse ont explosé depuis 2022.

Du côté des travailleurs et travailleuses du secteur, on observe un sentiment d'injustice désabusé, des démonstrations ponctuelles de colère et parfois des grèves durables et suivies, comme chez Dassault à Mérignac en 2022. Chez Thales, toujours à Mérignac, les NAO 2025 ont été l'occasion d'une manifestation réunissant des travailleurs de plusieurs boîtes du secteur : Ariane, Dassault, Airbus, Safran, CGI, Akkodis.

Dans leur course au profit, les marchands de canons vendent armes et matériel militaire pour que des soldats de pays différents, mais tous recrutés dans les rangs des classes exploitées, s'entre-tuent... Quand ce n'est pas contre la population de leur propre pays, à l'image de CapGemini ou Thales qui vendent des logiciels utilisés par l'ICE américaine comme la police ou les renseignements français ! Pour l'heure, chaque lutte des salariés de l'aéronautique et de l'armement, y compris sur les salaires et les embauches, pourrait aussi devenir celle de tous, contre les patrons profiteurs de guerre, de massacres et de répression.

CORRESPONDANT • 17/02/2026

LOI CADRE POUR LES TRANSPORTS, ATTAQUE TOUS AZIMUTS SUR LES TARIFS

Le 11 février, le ministre Tabarot présentait une loi cadre pour le financement du transport collectif. Les besoins sont certes immenses. Mais le prétendu objectif de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre sent bon l'escroquerie. Surtout au regard des solutions prônées...

TAXER LES USAGERS DES TRANSPORTS URBAINS

Aujourd'hui, le prix payé par les passagers représente en moyenne 17 % du coût total, la loi cadre évoque une augmentation de cette part à 30 %, soit le maximum existant sur certains réseaux... Malgré le rétropédalage immédiat de Tabarot, l'objectif d'adosser le prix du transport à l'inflation y figure bien, ce qui, à terme, augmentera la part des usagers.

Pourtant, le transport est majoritairement financé par une taxe très plafonnée sur les entreprises, le versement mobilité. Une modeste contribution du patronat à l'entretien d'infrastructures qui amènent ses salariés au travail ! C'est dans cette taxe qu'il faudrait aller chercher les moyens de développer l'offre, d'améliorer les conditions de travail des salariés, et in fine de réduire à zéro la participation des usagers, c'est-à-dire atteindre la gratuité.

PALLIER LA VÉTUSTÉ DU RAIL EN FAISANT LES POCHEs DES VOYAGEURS

Une part importante du réseau ferroviaire a déjà atteint son maximum de durée de vie depuis... 2023 ! L'idée de génie pour rénover les voies ferrées ? Faire payer les usagers de la route... En effet, à partir de 2031, les concessions aux sociétés d'autoroute s'achèvent peu à peu jusqu'en 2036, dégageant les plus de 1,5 milliard par an nécessaires. Voilà en effet 30 ans que des sociétés comme Eiffage ou Vinci se gavent littéralement en exploitant des infrastructures autoroutières qu'elles n'ont pas eu à construire. Ces autoroutes leur ont rapporté un million par kilomètre chaque année depuis 2002 ! Une manne encore garantie pour cinq ans par la loi cadre. Et si jamais le gouvernement ne changeait pas d'avis d'ici là, il faudrait tout de même trouver des solutions entre 2027 et 2032 : c'est donc sur SNCF voyageurs qu'il faudra compter, c'est-à-dire sur le prix des billets de train et les conditions de travail des cheminots.

Pour les macronistes, l'objectif est clair, trouver des financements peut-être, mais en faisant payer davantage les usagers des transports et en préservant les profits des patrons.

PHILIPPE CAVÉGLIA • 17/02/2026

Somfy : des suppressions d'emplois annoncées

Le groupe Somfy, basé à Cluses en Haute-Savoie et leader mondial de l'automatisation pour volets, portails et domotique, a annoncé le jeudi 29 janvier la suppression d'environ 550 postes dans le monde, dont environ 350 en France.

Le groupe a pourtant enregistré en 2024 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros, en hausse de 4,8 % par rapport à l'année précédente.

DES MILLIARDS POUR LES DESPATURE, DES LICENCIEMENTS POUR LES SALARIÉS

Jean-Guillaume Despature, l'actionnaire ultra-majoritaire du groupe, a doublé sa fortune en cinq ans, passant de 2,5 milliards d'euros en 2020 à 5,1 milliards en 2025, selon le

magazine *Challenge*. En 2023, par une offre publique d'achat, la famille avait retiré Somfy de la Bourse, s'assurant ainsi près de 90 % du capital et des droits de vote. En plus des 144 millions d'euros de dividendes « classiques », ce sont 629 millions d'euros de dividendes exceptionnels qui avaient alors été prélevés sur les réserves de l'entreprise. Versés aux actionnaires familiaux, ces millions ont notamment servi à racheter les actions qu'ils ne possédaient pas encore et à accentuer leur contrôle sur le groupe.

SEULE LA MOBILISATION COLLECTIVE PEUT STOPPER LES LICENCIEMENTS

Alors que la direction cherche à isoler les salariés face aux

licenciements, qu'un climat de surveillance semble s'installer autour du site et que des familles risquent de se retrouver sans revenu dans un bassin sinistré, la réponse ne pourra être que collective. En 2014, à Spirel, ancienne filiale de Somfy, les salariés s'étaient mis en grève contre les licenciements du même actionnaire. Un exemple à suivre. En se réunissant, en s'organisant, en se mobilisant par la grève et en créant des liens avec d'autres entreprises touchées par les licenciements, les travailleurs et travailleuses de Somfy pourraient forcer leurs patrons riches à préserver les emplois.

CORRESPONDANT • 17/02/2026

Vire (Calvados) : le lycée menacé par les coupes budgétaires



Samedi 31 janvier, les enseignants du lycée Curie de Vire (Calvados) étaient sur le pont pour présenter les formations et les options disponibles lors des portes ouvertes. Seul lycée à 30 kilomètres à la ronde, loin des grandes villes, il en propose une riche palette à son millier d'élèves.

Trois jours plus tard, les collègues apprennent sidérés que le lycée perd 80 heures de cours par semaine pour un effectif d'élèves stable. Cette coupe devrait supprimer des « spécialités » (cours obligatoires, à choisir parmi plusieurs possibilités en première et terminale : le choix va rétrécir) et des cours « dédoublés » en petits groupes... Les options, dont les profs font la promotion auprès de leurs élèves, car elles sont valorisées par ParcoursSup pour les études post-bac, sont laminées.

Vire a vu l'un de ses deux collèges publics fermer il y a deux ans. La lutte opiniâtre du personnel n'avait que repoussé la

fermeture d'un an. Le collège public restant n'est pas épargné pour autant. À la rentrée prochaine, deux classes devraient être supprimées, obligeant les élèves à s'entasser à 27 par classe en moyenne.

Aussi, le personnel des différents établissements scolaires du secteur a décidé de se battre ensemble. Des actions communes sont planifiées pour le retour des vacances d'hiver. Les lycéens se sont quant à eux mobilisés le jour de la sortie des classes, vendredi 13 février, dénonçant l'accroissement des inégalités lié à toutes ces fermetures. Souhaitons que leur énergie et leur lucidité inspirent leurs aînés et que les forces convergent pour défendre l'éducation dans le Bocage virois.

CORRESPONDANTE • 17/02/2026

Suppressions de postes dans l'Éducation nationale : premières grèves dans les collèges

Dans les établissements scolaires, les dotations horaires globales (DHG), c'est-à-dire le nombre d'heures de cours attribuées pour l'année scolaire prochaine, tombent. Conséquence des 4000 suppressions de postes prévues par le budget, la saignée est particulièrement violente dans les collèges.

Dans les salles des profs, les réactions se multiplient, avec

Conséquence des 4000 suppressions de postes prévues par le budget, la saignée est particulièrement violente dans les collèges.

des courriers, des demandes d'audience au rectorat et, quelquefois, des grèves. C'est le cas au collège Honoré-de-Balzac de Neuilly-Plaisance (93), qui perd deux classes, portant le nombre d'élèves par classe à 28 voire 29 en quatrième et en troisième. Les collègues ont fait grève les 12 et 13 février, et ont déposé un préavis pour la semaine de la rentrée des vacances d'hiver. À Clichy-sous-Bois, ce sont les profs du collège Romain-Rolland qui ont fait grève le 2 février. Un préavis de grève a été déposé

au collège Garcia-Lorca de Saint-Denis. Ce mardi 17 février, l'intersyndicale éducation Île-de-France appelle à une journée de grève sur les trois académies de Paris, Créteil et Versailles. Car, oui, ce n'est pas bahut par bahut que nous pourrions empêcher les suppressions de postes. C'est un mouvement à l'échelle nationale, simultanément dans les écoles, les collèges et les lycées, qu'il faut construire !

CORRESPONDANT • 17/02/2026

UNE MANIFESTATION POUR REGROUPEL LES RÉSISTANCES CONTRE LA RÉPRESSION

À la suite de la condamnation des cinq postiers du 92 pour violation de domicile pour une grève en 2014, à laquelle s'ajoute la peine de six mois de prison avec sursis pour Gaël Quirante de SUD Poste 92 pour la même affaire, une réunion unitaire s'est tenue le 10 février dernier. Elle a regroupé des représentants de syndicats de la Poste SUD et CGT, d'Île-de-France, des Bouches-du-Rhône, des Pyrénées-Orientales, d'Île-et-Vilaine et d'autres départements, mais aussi des organisations représentant plusieurs secteurs professionnels comme la logistique, le commerce, le travail social.

La proposition qui en ressort : une manifestation commune qui parte du siège de la Banque postale à Paris et se dirige vers le ministère du Travail le 20 juin. Une occasion de tenter de sortir des luttes dispersées et défensives face à la répression, et d'exprimer la volonté de répondre tous et toutes ensemble à l'offensive patronale et gouvernementale.

CORRESPONDANT • 17/02/2026

L'école de la guerre

« Classes défense », guide pour « acculturer la jeunesse à la défense », « lettre d'information de l'éducation à la défense », nouveau service national, bonus « esprit de défense » à la fac. L'objectif est clair : préparer la jeunesse à la guerre. Pour ça, le gouvernement se branche sur son meilleur canal : l'éducation nationale.

Ainsi, plus de 30 000 élèves du secondaire sont appelés, volontairement ou pas, à participer à des activités encadrées par des unités militaires durant leur année scolaire. Le ministère veut doubler le nombre de ces « classes défense ».

Dans les établissements, on trouve des relais, parfois zélés. À Aubagne, une principale de collège est fière de présenter aux jeunes les valeurs de l'armée « jusqu'au sacrifice suprême de donner son sang pour la nation ». Et pour les plus petits, pas de répit, comme pour ces 27 élèves de CE2 accueillis par des militaires sur la base de Bordeaux-Mérignac en 2024. Ailleurs, on distribue des fascicules de promotion de l'armée avec, comme mécènes, les industriels de l'armement et Stérin, le patron milliardaire promoteur et financeur de l'extrême droite.

Ces programmes ont pour cibles privilégiées les jeunes issus des zones d'éducation prioritaire et des zones rurales isolées. Le nouveau guide « Acculturer la jeunesse à l'armée » dédie même trois de ses pages aux élèves des lycées pro. Mais les jeunes de la classe ouvrière n'ont pas à aller crever pour les intérêts du grand patronat !

CORRESPONDANTE • 17/02/2026

Hôpital du Rouvray (près de Rouen) : halte au saccage de la pédopsychiatrie !

J eudi 12 février, plusieurs dizaines de salariés se sont rassemblés devant l'hôpital à l'appel du syndicat SUD de l'établissement. La météo très dégradée collait à l'ambiance pour dénoncer le naufrage de la pédopsychiatrie au Rouvray. Depuis janvier 2025, le pavillon Rimbaud est fermé. C'était le seul lieu où hospitaliser des enfants présentant des troubles psychiatriques pour l'Eure et la Seine-Maritime. De graves dysfonctionnements dénoncés par plusieurs agents du service durant des mois avaient été laissés sans réponse de la part de la direction. Des violences à caractère sexuel ont aussi été dénoncées par des familles de jeunes patients. D'où cette fermeture, prévue pour trois mois. Mais la réouverture a été repoussée plusieurs fois et assortie d'une réduction du nombre de lits. L'unité rétrécie ouvrirait en mars 2026, mais seulement pour les enfants de plus de 8 ans. Pour masquer la casse, la direction du Rouvray a décidé en octobre 2025 d'ouvrir un hôpital de jour... dans un bâtiment évacué quelques mois auparavant pour son insalubrité ! La fermeture brutale de Rimbaud a eu des conséquences dramatiques sur la prise en charge des enfants souffrants de troubles psychiatriques sur toute la région : aggravation des troubles, automutilations, passages à l'acte suicidaire, sentiment d'abandon et rupture totale dans la continuité des soins. Pour les enfants et les éducateurs des maisons d'en-

fants à caractère social (MECS), la situation est devenue alarmante. Certains enfants sont orientés vers la psychiatrie adulte, renvoyés dans leurs foyers, ou dirigés vers la pédiatrie généraliste. Les centres médico-psychologiques (CMP) n'ont pas les moyens nécessaires pour compenser la fermeture de lits. Pour ceux qui

y ont participé, le rassemblement de jeudi ne peut être que le lancement d'une mobilisation d'ampleur pour la pédopsychiatrie au Rouvray, contre la casse des budgets de l'hôpital public.

CORRESPONDANTS • 17/02/2026



NOVILLARS (DOUBS) : HÔPITAL EN LUTTE

L'hôpital psychiatrique de Novillars est situé près de Besançon. Il suit plus de 9 000 personnes par an et compte plus de 800 salariés.

Entre les temps de relève entre deux équipes trop courts, les patients à aller chercher dans d'autres établissements, ou les accompagnements au CHU, les agents sont contraints de multiplier les heures supplémentaires... Depuis janvier, le directeur entrave la récupération de ces heures. On ne peut plus les cumuler sur une journée complète. Il faut poser des heures par-ci par-là. C'est mission impossible. Beaucoup d'agents ne récupèrent plus... donc travaillent gratuitement. Certains cadres zélés se dispensent même de noter les heures supplémentaires des agents, tandis que le directeur nous accuse de tricher !

La direction exige aussi que les équipes soient en effectif minimum le week-end et les jours fériés afin d'économiser sur les primes liées. On nous impose en outre des journées de travail sur nos jours de repos hebdomadaire... Dans un service, une infirmière qui devait travailler à 80 % n'a pas eu ses jours de temps partiel pendant cinq mois. Bref, la colère a fini par déboucher sur la grève, jeudi 5 février.

Nous étions une soixantaine devant l'hôpital à 11 heures. Nous avons pu expliquer aux journalistes présents nos conditions de travail. La direction a bien essayé d'intervenir, mais elle a été huée. La gendarmerie venue à sa demande est également repartie, pas très fière, sous nos protestations et moqueries. L'assemblée générale qui a suivi a voté un nouveau jour de grève.

Il était alors temps de nous inviter à la conférence de presse du directeur dans les locaux de la direction. Pendant presque deux heures, avec le renfort des collègues du matin, nous avons pu exprimer notre colère, exemples précis à l'appui. Sous le regard de la presse, la direction s'est peu à peu décomposée, en se défaisant pitoyablement sur l'encadrement... tout en maintenant son cap. Alors nous ne nous arrêterons pas non plus !

CORRESPONDANTE • 17/02/2026

SANTÉ : DES GRÈVES DANS DES SERVICES D'URGENCE LYONNAIS

A ux Hospices civils de Lyon, les urgences se mobilisent. Depuis le 5 février, celles de l'hôpital Édouard-Herriot sont en grève pour exiger plus de personnel et de moyens. Le 11 février, les urgences de l'hôpital Lyon Sud ont fait de même avec les mêmes revendications et la même colère.

La crise hivernale (épidémies de grippe) et la grève des médecins libéraux ont aggravé une situation bien connue de sous-effectif chronique et surcharge de travail. Deux piquets de grève ont rassemblé une quinzaine de grévistes à Lyon Sud et une trentaine à l'hôpital Édouard-Herriot, déterminés à ne rien lâcher.

Les soignants décrivent une fatigue extrême et des arrêts maladie pour burn-out. À

Lyon Sud, le service prévu pour 30 patients en simultané en a accueilli jusqu'à 78 en même temps fin décembre, certains sur des chaises faute de brancards. À Édouard-Herriot, l'attente avant hospitalisation peut atteindre six jours. Les fermetures de lits et l'absence d'embauches aggravent les risques et les tensions.

Les grévistes cherchent à élargir la mobilisation à d'autres services et hôpitaux, publics comme privés. Des luttes similaires existent déjà, notamment aux urgences pédiatriques de l'hôpital de Vienne, à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, à l'hôpital Beaujon ou au CHU de Nantes.

CORRESPONDANTE • 17/02/2026

Plus d'éléments sur ces conflits et des témoignages de grévistes sont à retrouver notre site internet.



Gare de Strasbourg : un licenciement qui pue le racisme

À la gare de Strasbourg, une cheminote est aujourd'hui menacée de licenciement après avoir subi une succession de sanctions disciplinaires. Sa seule et unique faute est de porter un couvre-chef, que la direction assimile à un signe religieux. Pourtant, elle exerce à l'Agence Groupe, un service sans aucun contact avec le public, où aucune contrainte vestimentaire particulière n'existe. Ce que la direction lui reproche n'est donc pas la qualité de son travail, mais ce qu'elle est, ou ce qu'elle est supposée être, à ses yeux.

UNE POLITIQUE DU PATRONAT

S'attaquer à des cheminots en raison de leur origine ou de leur religion, réelle ou supposée, n'est pas une nouveauté. La discrimination massive des cheminots d'origine marocaine (les « chibanis ») a duré pendant des décennies.

De plus, les chasses aux sorcières menées au nom de la neutralité ou de la laïcité se multiplient dans de nombreuses entreprises, comme à Paris à l'hôpital public ou à la RATP.

Dans le cas de la gare de Strasbourg, le ra-

cisme se combine à la volonté de restructurer le service en éjectant un maximum de cheminots.

SOLIDAIRES CONTRE L'ARBITRAIRE

Le jour du conseil de discipline, une centaine de collègues, rejoints par des travailleuses de l'AP-HP, se sont rassemblés à Saint-Denis pour soutenir notre collègue. Le 20 janvier, plusieurs cheminots de l'Agence Groupe de Strasbourg s'étaient déjà mis en grève lors de son dernier entretien discipli-

naire. Ces mobilisations doivent se poursuivre : face aux campagnes racistes qui visent à nous diviser, la réponse collective reste la seule qui vaille.

CORRESPONDANT • 17/02/2026

Triage de Sibelin : 100 % grève !

M ercredi 11 février, les agents de l'aiguillage se sont mis en grève en totalité contre un projet de réorganisation. Ils ont réussi à paralyser leur site : une première depuis bien longtemps !

GARDER LA MÊME COMBATIVITÉ...

Il faut dire que la colère est très forte, contre une direction qui veut supprimer deux postes. Cette restructuration va entraîner une forte dégradation des conditions de travail, avec notamment des roulements aux rythmes bien plus éprouvants.

Quelques jours avant la grève, la direction sous-estimait encore le degré de mobilisation des travailleurs. Sûre d'elle-même, elle laissait entendre qu'elle tenait les agents par le porte-feuille. En effet, les grands directeurs sont bien placés pour savoir que les salaires sont trop bas !

Pourtant, par leur grève, décidée à la base, les aiguilleurs ont réussi à paralyser l'un des plus gros triages du pays ! Deux postes d'aiguillage sur trois ont fermé pendant vingt-quatre heures, et le service minimum a été assuré uniquement par

quelques cadres, dépêchés pour casser la grève.

...ET FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE !

Le jour de la grève, seuls quelques travailleurs ont suivi l'appel au rassemblement et à l'assemblée générale. Mais ceux qui ont fait ce choix ont pu discuter pendant plus de deux heures, en étant visibles d'autres travailleurs du site, contents de voir des collègues se battre. Parmi eux, les graisseurs - agents participant à l'entretien des aiguilles - ont annoncé leur volonté de se joindre aux prochaines journées de grève. Eux aussi sont confrontés à des projets de réorganisation. Si la colère des aiguilleurs devient contagieuse, tant mieux !

Les collègues mobilisés sont ressortis très satisfaits de cette journée, et surtout très fiers d'avoir réussi à imposer collectivement la mise à l'arrêt du site. Ils ont décidé en assemblée générale d'appeler, dans un tract signé en leur nom, à reconduire la grève le lundi suivant et à se réunir de nouveau.

STANISLAS ERREN • 17/02/2026

LE SYTRAL À L'OUEST POUR LE T6 NORD...

À Lyon, le prolongement du tramway T6, qui reliait jusqu'ici les Hôpitaux Est à Debourg et qui s'étend désormais jusqu'à La Doua, est la parfaite illustration de ce que peuvent devenir des grands projets réalisés à l'économie. Piloté par Sytral Mobilités, dirigé par une majorité de gauche, le tram a été inauguré le 14 février, comme prévu, malgré des signaux inquiétants.

Avant même la mise en service, un rail cassé avait été signalé, ainsi que des dysfonctionnements dans certaines zones de manœuvre, notamment en gare de Villeurbanne, au croisement de la ligne de tramway T3. Lors des journées de marche « à blanc », destinées à tester la ligne sans passagers, les conducteurs ont dû circuler à proximité immédiate des ouvriers encore mobilisés pour achever les travaux avant l'ouverture. Une situation à risque pour ces travailleurs, soumis à une forte pression afin de respecter les délais. Le jour de l'inauguration, une fois les discours et les petits fours terminés, des problèmes rencontrés en zone de manœuvre ont provoqué des retards sur les deux lignes.

Ces incidents pèsent directement sur les conditions de travail des conducteurs et des régulateurs, déjà soumis à une forte pression. Lorsqu'un calendrier est particulièrement serré, notamment en période électorale, et que des contraintes budgétaires poussent à réduire les coûts par tous les moyens, les travailleurs et les usagers en subissent les conséquences. Pour mener à bien et dans de bonnes conditions le développe-

ment nécessaire de l'offre de transport, il faut aller chercher les financements là où ils se trouvent, dans la poche des grands patrons lyonnais !

MARCEL SMITH • 17/02/2026



À ALINÉA, LES MULLIEZ SAUVENT LES MEUBLES MAIS PAS LES SALARIÉS



L a semaine dernière, les salariés de l'enseigne d'ameublement Alinéa, placée en redressement judiciaire en novembre 2025, ont appris par mail la liquidation de la société à la mi-mars. Le repreneur principal, une société immobilière roumaine, qui devait assurer le maintien d'environ un millier d'emplois, s'est finalement retiré.

Pour les 1 200 salariés qui vont maintenant payer les pots cassés, il y a comme un air de déjà-vu. En 2020, l'Association familiale Mulliez (AFM), propriétaire de l'enseigne, avait bénéficié des dispositifs d'aide aux entreprises pendant l'épidémie de Covid, qui lui avaient permis de déposer le bilan avant de racheter la société affranchie de ses dettes, s'offrant ainsi 120 millions d'économies, tout en se laissant le luxe de licencier pas moins de 1 000 de leurs salariés. Ce samedi, treize magasins se sont mis en grève pour exiger des reclassements dans l'ensemble des sociétés détenues par l'AFM et un PSE qui prenne en compte l'ancienneté des salariés.

Après les magouilles économiques pendant l'épidémie, la vague de licenciements à Auchan et maintenant la liquidation d'Alinéa, une chose est sûre : les Mulliez s'arrangent toujours pour que ce soient les travailleurs qui paient l'addition.

CORRESPONDANT • 17/02/2026

Cenexi Fontenay (94), en grève pour les salaires !



L undi 16 février 8 heures du matin, les barnums sont de sortie devant le site de production de médicaments de Cenexi à Fontenay-sous-Bois dans le Val-de-Marne. Le piquet de

grève se monte pour la troisième fois depuis le début des NAO (négociations annuelles obligatoires).

Les grévistes se rassemblent progressivement, indignés par la proposition du PDG : 30 euros bruts d'augmentation : « ça se voit qu'ils connaissent pas le coût de la vie ».

30 EUROS, C'EST UNE INSULTE !

La colère est à la hauteur des attaques : accélération des cadences, mépris des chefs, réduction du personnel... Le tout sur du matériel défaillant car à Cenexi, rien ne fonctionne correctement. Depuis des mois, la direction n'a qu'un mot à la bouche : des efforts ! Et c'est toujours aux ouvriers de les faire. Les profits de GlandPharma (détenteur du groupe) ont été « boostés » par Cenexi, mais pas les salaires. 30 euros brut, c'était la goutte de trop.

« LE PDG, IL A SUÉ COMME UN CHEVAL » !

Lors du piquet, les salariés votent leurs revendications : 100 euros net, pas moins. Tous reconnaissent même que c'est

trop peu. Et puis ils décident d'aller lui dire directement, au patron, alors tout le monde monte calmement dans les bureaux. Dans les étages, panique à bord : ils n'ont pas l'habitude de parler aux ouvriers quand ceux-ci sont en surnombre !

Forcé de s'adresser aux grévistes, le patron n'a réussi qu'à renforcer leur combativité. Autant de mépris, ça ne s'invente pas : « S'il y avait eu une caisse de tomates, il se les serait prises à la figure ! »

Résultat, une journée de grève réussie et reconduite au lendemain pour la deuxième fois consécutive. Tant que les grévistes garderont le contrôle sur leur mouvement, ils pourront en exploiter tout le potentiel, combattre les mensonges de la direction sur la santé de l'entreprise et ses tentatives de division par des éventuelles primes ou augmentations individuelles (avec la même enveloppe !). Pour le renforcer, ils devront aller convaincre le reste de leurs collègues. À plus de 150 grévistes par journée, tous les possibles sont ouverts !

CORRESPONDANT • 17/02/2026

TRIANGLE LA COURNEUVE (93) : LA FUITE SANS GLOIRE D'UN PATRON VOYOU

Le supermarché Triangle de La Courneuve, situé sur la place 8 mai 1945 a fermé définitivement ses portes le 10 octobre dernier en raison de défauts de sécurité incendie, suite à une inspection municipale. Triangle a fait venir des personnes la nuit pour vider le magasin en toute discrétion. Les équipements et marchandises auraient pu servir à dédommager les salariés. Mais non. Le local a été abandonné dans un état lamentable. Est-ce pour cette raison qu'Aldi, un temps annoncé comme repreneur, s'est finalement désisté en janvier dernier ?

Les salariés se sont pour leur part retrouvés sans travail à la fermeture. Certains ont pu reprendre un travail. D'autres ont dû revendre leur voiture, bien qu'ils aient une famille à charge. Certains arriérés de salaire n'ont été réglés que trois mois après, et par l'AGS (le régime de garantie des salaires). Les autres se retrouvent sans aucune ressource.

Une caisse de solidarité initiée par l'union locale CGT de La Courneuve a aidé les travailleurs à affronter loyers, charges et factures. Les 28 ex-salariés ont décidé d'aller aux prudhommes pour récupérer ce qui leur est dû. Les salariés de Triangle ont bien raison de vouloir régler leurs comptes avec leur voyou de patron !

PIERRE MATTEI • 17/02/2026

Strasbourg : « Usine morte » contre la fermeture à Dumarey Powerglide

Ce vendredi 13 février, une centaine de salariés de l'usine d'équipement automobile Dumarey Powerglide se sont rassemblés devant les grilles du site, à Strasbourg, pour une journée « usine morte ».

Ils dénoncent la fermeture programmée du site d'ici fin 2026 et les 320 licenciements qui l'accompagnent. Une nouvelle saignée après les 200 suppressions d'emplois déjà actées en 2025.

UN SALE COUP BIEN ORCHESTRÉ

La fermeture de l'usine est organisée en trois vagues, la première dès juin et la dernière en fin d'année, touchant les métiers prétendument indispensables : les managers et la direction.

Derrière ces licenciements, la direction invoque la crise de la filière automobile et la réduction drastique des commandes du principal client, l'équipementier allemand ZF. Mais les ouvriers ne sont pas dupes des difficultés invoquées et ont bien conscience d'avoir affaire à un patron rapace et voyou.

En 2012, le patron belge Guido Dumarey rachetait l'usine pour un euro symbolique à General Motors. Depuis 2017, l'entreprise a bénéficié de 35 millions d'euros d'aides publiques, et a pu verser plus de 100 millions d'euros de dividendes. En 2023, le chiffre d'affaires atteignait 527 millions d'euros, alors même que la direction préparait déjà la fermeture du site. Face aux baisses du carnet de commandes, les investisseurs ne font aucun effort pour chercher un autre

client et anticipent déjà la vente du terrain une fois l'usine liquidée.

VENDRE SA PEAU LE PLUS CHÈREMENT POSSIBLE

Présents au rassemblement, des élus de EELV et du PCF sont venus afficher leur soutien à l'approche des élections municipales. Une présence accueillie avec scepticisme par des salariés qui savent que la municipalité est informée de la situation depuis longtemps.

Pour l'heure, les ouvriers se donnent pour objectif de contraindre le patron à payer le prix fort. Il s'agit de lui arracher une partie de ce qui a été accumulé sur leur dos pendant des années, en imposant des indemnités de licenciement maximales. La colère est bien présente, et d'ores et déjà, de futurs rassemblements et journées d'action sont prévus au rythme des échéances de la fermeture du site.

CORRESPONDANT • 17/02/2026



Notre présence dans les élections municipales

Le NPA-Révolutionnaires a déposé des listes de candidates et candidats dans une trentaine de grandes villes, et appelle à voter « ville ouvrière et révolutionnaire ».

La liste complète de nos candidatures est à retrouver sur notre site ☺



Nos listes sont composées d'ouvriers, employés, soignants, cheminots, enseignants, étudiants, en activité, en retraite ou au chômage, à l'image des millions qui produisent toutes les richesses, face à un patronat capitaliste irresponsable vis-à-vis de l'avenir de l'humanité et de la planète, coupable d'appauvrir les classes populaires, de licencier en masse et responsable de morts au travail et de guerres.

Nous voulons, dans ces élections, faire entendre la voix les travailleurs et travailleuses qui relèvent la tête, luttent et résistent contre cette barbarie impérialiste de plus en plus menaçante, où les budgets sociaux sont rongés tandis que les budgets militaires engraisent.

Nous combattons l'offensive raciste et réactionnaire qui est menée contre les immigrés, orchestrée par Macron et ses ministres, relayée par les surenchères de la droite et de l'extrême droite. C'est une offensive contre tous les travailleurs pour les diviser et mieux les attaquer dans l'intérêt du patronat. La riposte de la population de

Minneapolis en défense des immigrés montre que les classes populaires peuvent s'organiser : accueil et protection des sans-papiers, barrages contre les flics, mouvements de grèves massives.

Nous combattons aussi les perspectives mensongères ou illusives offertes les partis de la gauche institutionnelle : celles du Parti socialiste, du Parti communiste ou des Écologistes, qui prétendent offrir aux classes populaires un sort meilleur alors qu'ils ont déjà gouverné contre elles, les ont déçues, voire désespérées au point de les pousser vers l'extrême droite ; ou celles de la France insoumise qui tente de faire croire qu'il existerait un capitalisme à visage humain.

Nous nous présentons à ces élections sans laisser croire qu'un bulletin de vote pourrait changer le sort des classes populaires. Le jeu est truqué. Les milliardaires et exploiters du monde ne sont pas élus, ils imposent leur loi du plus fort à l'image de leur modèle, Trump. C'est la dictature du capital. Aux travailleurs et travailleuses de lui opposer leur force, celle que donnent les luttes, les grèves, et l'organisation politique, épaulés dans leurs mobilisations par une jeunesse qui, dans bien des pays du monde, se révolte contre une société malade du système d'exploitation capitaliste et des oppressions qu'il charrie.

Nous voulons convaincre des millions d'électeurs et électrices que le vote ouvrier et révolutionnaire pour nos listes là où elles se présentent est celui de la révolte et de l'espoir.

MEETING RÉUSSI POUR LA LISTE CAEN OUVRIÈRE ET RÉVOLUTIONNAIRE

La salle municipale du quartier populaire du Calvaire Saint-Pierre s'est vite remplie mercredi 11 février. Ouest-France évaluera l'affluence à une centaine dans son compte-rendu. La liste a été déposée la veille en préfecture : la campagne est vraiment lancée !

À la tribune, une jeune camarade souligne le contexte de durcissement des conditions de vie des plus précaires, notamment la jeunesse ouvrière, mais aussi de révoltes enthousiasmantes à travers le monde. Notre camarade tête de liste, Bérangère Lareynie, part des préoccupations essentielles qui ont commencé à s'exprimer dans la campagne à Caen, notamment les problèmes de logement (voir *Révolutionnaires* n° 50), pour montrer en quoi ils relèvent de l'organisation capitaliste de la société. Notre porte-parole, Gaël, conclut : « Ce ne sont pas les soulèvements révolutionnaires qui manquent dans le monde, ce sont les militants ! »

On espère que le message passera dans le mois qui reste d'ici au 15 mars. Le débat avec la salle a été traversé par la conscience de la gravité des attaques que nous subissons, mais aussi ponctué par des interventions revigorantes, notamment de candidates. Et conclu par une vibrante *Internationale* !

CORRESPONDANTS • 17/02/2026



Metz : souriez, vous êtes filmés !

À Metz, il y avait 160 caméras de vidéosurveillance en 2020, il y en a quasiment 1 000 aujourd'hui. À croire que le maire, François Grosdidier, vise à détrôner le recordman, le niçois Estrosi. Cette explosion de la surveillance, notamment autour des foyers de jeunes travailleurs et des lieux sportifs, a coûté 8,5 millions d'euros à la ville. Et tant pis si toutes les études scientifiques convergent pour établir que la vidéosurveillance, même rebaptisée « vidéoprotection », n'empêche pas les agressions.

Dans le même temps, il a fallu augmenter trois fois en six ans le prix de l'abonnement au réseau de transport en commun, Le Met, augmenter aussi le prix de toutes les cantines messines, et abandonner un projet de médiathèque dans le centre-ville, entre autres. Mais qui a besoin de se déplacer, de manger ou de lire un livre, quand il peut se réjouir d'aller au travail sous l'œil attentif de la police municipale, dont les effectifs sont passés de 90 à 110 ?

Mais pourquoi ce ne serait pas plutôt dans les bureaux des élus, ou dans les salles des conseils d'administration des grandes entreprises, qu'on mettrait des caméras pour surveiller leurs affaires ? Ou, encore mieux, pourquoi est-ce qu'on n'enverrait pas directement des travailleurs, des travailleuses, des jeunes, là où d'autres que nous décident à notre place toute l'année ? Histoire d'imposer nos intérêts, les sujets qui nous préoccupent, au lieu de laisser les politiciens professionnels tourner en boucle sur leurs obsessions sécuritaires !

CORRESPONDANTS • 17/02/2026

À Marseille, faire entendre les préoccupations et les intérêts des classes populaires

Pour la première fois, en plus des maires de secteur, les habitants de Marseille sont invités à élire directement le futur locataire de la mairie centrale. Voilà qui chamboule un peu les habitudes, alors que, jusque-là, de savants calculs gonflaient le poids des quartiers les plus riches dans l'élection du maire. Mais, alors que Benoît Payan, le maire sortant PS-Union de la gauche, est au coude à coude avec le candidat du RN, et qu'ils débattent pour savoir s'il faut doubler ou tripler les effectifs de la police municipale, les préoccupations des classes populaires sont tout autres : 40 000 logements considérés comme indignes, le chômage et la pauvreté qui progressent, des quartiers désertés par les services publics, les politiques racistes et la chasse aux sans-papiers...

Cette semaine, le NPA-Révolutionnaires a déposé sa liste « Marseille, ouvrière et révolutionnaire » pour les 2^e et 3^e arrondissements de la ville, un secteur populaire, et particulièrement révélateur des inégalités produites par le système capitaliste : 52 % des habitants du 3^e arrondissement vivent sous le seuil de pauvreté, à quelques centaines de mètres du siège de la CMA-CGM et de ses plus de 50 milliards de bénéfices accumulés depuis 2021.

Une liste constituée de salariés du commerce, de la restauration, de la logistique, d'employés de bureaux, de travailleurs des services publics, du secteur associatif, de la santé, mais aussi d'étudiants, de retraités et de privés d'emploi : elle est conduite par Juliette Coléou, employée dans une grande enseigne du commerce, un secteur où les

salariés subissent les bas salaires, les temps partiels – surtout pour les femmes ! –, les journées à rallonge ou éclatées et qui connaît des vagues successives de licenciements, comme encore récemment chez Intermarché ex-Casino à Plan de campagne, aux Galeries Lafayette à Marseille, ou chez Alinéa à Aubagne.

CORRESPONDANTS • 17/02/2026



MUNICIPALES À TOULOUSE : UN OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE DANS LES DÉBATS !

À Toulouse, beaucoup sont soucieux de « virer Moudenc » et se demandent qui, de la « gauche radicale » de la FI ou de la « gauche PS », fera le mieux barrage contre lui – quand ce n'est pas l'extrême droite qui l'emporte dans les têtes...

Dans les débats auxquels nous avons participé – celui organisé par RESF, ou par le comité de quartier du Mirail, ou encore au « grand oral des candidats sur l'écologie » –, c'était à qui comptait le mieux améliorer les transports en commun ou planter le plus d'arbres... Des mesures sans doute nécessaires, mais pour les mettre en place, encore faut-il aller chercher l'argent là où il est !

Or, cet argent se trouve... dans les caisses du patronat ! C'est ce que Guillaume Scali, la tête de la liste « Toulouse, ouvrière et révolutionnaire », ouvrier lui-même à Airbus, première industrie de la région, est venu marteler. Ce qui est nécessaire, c'est

de s'organiser pour préparer les luttes de demain et pour que l'ensemble des travailleurs prennent eux-mêmes les décisions.



Rennes : après 50 ans de politiques antisociales du PS, faisons entendre la voix des travailleurs !

À la mairie de Rennes, le PS continue de dérouler le tapis rouge à l'extrême droite en menant déjà une partie de sa politique. Depuis fin octobre, les collectifs de sans-logement se font expulser et humilier régulièrement par la police de Nathalie Appéré, la maire PS de Rennes, qui multiplie par ailleurs les contrôles de flics dans les transports en ce début d'année de peur d'être doublée par la droite.

Le 10 septembre et après, les services de santé publics et les écoles dénonçaient le manque de moyens et de personnels. En ce moment, ce sont les centres de santé communautaires de Villejean et du Blosne qui sont en lutte pour pérenniser et développer un système qui a fait pourtant ses preuves mais est menacé de disparition par le gouvernement. Les militants du NPA-Révolutionnaires sont toujours aux côtés de ceux qui luttent pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, comme c'est le cas dans ces centres de santé.

Ces élections sont l'occasion d'une course au

flicage et à l'étalage d'idées nauséabondes par les dignitaires locaux. Mais ce sera aussi l'occasion pour le NPA-Révolutionnaires de mettre un coup de pied dans la fourmilière et de faire entendre la voix du monde du travail !



Les autres rendez-vous à venir :



ÉLECTIONS CROUS 2026 : un rejet clair des politiques de Macron, du patronat et de l'extrême droite ! Préparons les luttes à venir !

Du 3 au 5 février, 210 000 étudiants ont participé aux élections des Crous (10 000 de plus qu'il y a deux ans) et quasiment 120 000 voix se sont exprimées pour des listes syndicales qui s'opposent à la sélection, aux coupes budgétaires, aux attaques de Macron et du patronat (comme le nouveau CDI jeunes). Ces dernières années, une petite hausse de la participation est enregistrée, marquée par des scores plus importants pour des listes qui défendent les intérêts des travailleurs et des étudiants, et s'opposent aux choix patronaux des gouvernements successifs.

L'EXTRÊME DROITE RECULE

L'extrême droite a tenté de profiter de ces élections pour renforcer son implantation en se présentant sous la bannière de pseudo-syndicats qu'elle anime. Malgré le boulevard mé-

diatique dont elle profite et le financement du RN, ses scores baissent (23 000 voix, contre 26 000 en 2024) et son nombre d'élus aussi. Ses suffrages étaient divisés entre l'UNI et la Co-carde étudiante. La première passe de onze à quatre élus et la seconde n'en obtient aucun - alors qu'elle était présente dans treize académies en 2026, contre seize en 2024.

Le mouvement étudiant a une fois de plus montré ses fortes traditions. Alors que partout l'extrême droite progresse électoralement, dans les facs elle recule ! Ces élections ont été l'occasion d'exprimer le rejet de ses idées réactionnaires dans les universités, avec plusieurs rassemblements contre la présence de militants d'extrême droite, qui ont été empêchés de déverser leur propagande raciste et nauséabonde à Grenoble, Nanterre, la Sorbonne ou encore Lille.

CE RÉSULTAT DOIT ÊTRE UN POINT D'APPUI POUR CONSTRUIRE LA RIPOSTE

Une chose est sûre, il ne suffira pas d'élire des représentants aux conseils du Crous. Il faudra reprendre le chemin des luttes et des mobilisations. Il faut passer outre les logiques de division bureaucratique que l'on constate dans les élections étudiantes, et œuvrer à la construction d'une mobilisation de masse, en additionnant plutôt qu'en divisant les forces militantes qui veulent, parmi les étudiants, les syndicats et les organisations de jeunesse, œuvrer dans ce sens.

LOÏE FLORES • 19/02/2026

Faites des gosses !

Le 5 février, le gouvernement a dévoilé la nouvelle phase de son plan de « réarmement démographique ». Pour tenter de lutter contre la baisse de la natalité, Macron avait déjà lancé, à coup de grands discours patriotiques aux relents pétainistes prônant « une France plus forte », son plan de relance de la natalité. Il lançait une injonction aux femmes à mettre leur corps au service de l'État, au service du patronat qui a besoin de nouvelles générations de travailleurs et des travailleuses à exploiter !

Dans cette deuxième phase, c'est aux jeunes qu'il s'adresse.

Seize mesures ont été présentées par le ministère de la Santé, parmi lesquelles l'ouverture à la conservation d'ovocytes par des cliniques privées, l'amélioration du suivi de la santé reproductive mais dont une des mesures phares est l'envoi d'une lettre à tous les Français de 29 ans.

29 ans est l'âge moyen, en Europe, auquel les femmes accouchent de leur premier enfant. Mais en France, cet âge moyen est de presque 31 ans. Alors, cette lettre envoyée à toutes les personnes de 29 ans s'ouvrira certainement par une douce pression : « Il est vraiment temps de réfléchir au projet d'avoir un enfant. »

Mais quand le chômage des jeunes dépasse les 18 %, quand plus de 1,6 million de jeunes renoncent aux soins chaque année faute de moyens, qui s'étonne qu'ils n'aient pas la tête à faire des gosses. Le système capitaliste offre comme unique perspective les guerres, la misère et l'exploitation, peu étonnant qu'il y ait peu d'enthousiasme pour y faire grandir des enfants.

BENJAMIN PALKA • 19/02/2026

Istanbul : les étudiants de l'université du Bosphore en lutte contre la répression



MANIFESTATION CONTRE LA VENUE D'ERDOĞAN À L'UNIVERSITÉ DU BOSPHORE LE 13 FÉVRIER

Il y a 15 jours, les étudiants de l'université du Bosphore recevaient un mail de l'administration leur demandant de vider les locaux des clubs étudiants (beaux-arts, musique et sports). Comme l'explique un étudiant : « Nos clubs sont aujourd'hui fermés les uns après les autres. Ils veulent tuer la vie du campus ; Ils voudraient que les étudiants

viennent le matin, suivent leurs cours, puis repartent, sans qu'ils puissent se réunir, sans que l'université soit un lieu de socialisation. » Face au refus des étudiants et à leur tentative d'occupation, l'administration a fait fermer l'université dans la nuit du 6 au 7 février. Le déménagement des locaux s'est fait sous la protection de policiers antiémeutes lourdement équipés. Depuis, des rassemblements quasi-quotidiens sont organisés sur le campus pour dénoncer cette offensive, qui est avant tout politique.

Traumatisé par les mobilisations étudiantes du printemps 2025, Erdoğan aimerait bien mettre au pas les universités qui demeurent des centres de la contestation de son régime. Le 13 février, celui-ci paradait sur le campus sud de l'université du Bosphore (qui avait été vidé de ses étudiants pour l'occasion) et dénonçait les « minorités » d'étudiants gauchistes et leur « mentalité oppressive ». Le régime considère cette fac et d'autres comme des forteresses à assiéger. Fort heureusement les étudiants n'ont pas dit leur dernier mot. Elles et ils ont tout notre soutien.

MARTIN DUQUESNE • 19/02/2026

Désillusion chez les étudiants sénégalais

Le 9 février, Abdoulaye Ba, un étudiant, est mort à l'université Cheikh-Anta-Diop (Ucad) suite à une intervention policière alors que lui et ses camarades luttent pour le versement des bourses gelées, une revendication importante depuis déjà plusieurs années.

Ce meurtre a poussé de nombreux jeunes à manifester leur colère sur les réseaux sociaux sous le #FreeUCAD mais aussi dans la rue. Le gouvernement Sonko a alors répondu par davantage de répression et d'interdictions d'associations étudiantes.

Au Sénégal, trois quarts de la population a moins de 35 ans, et c'est cette jeunesse qui s'est mobilisée contre Macky Sall et a permis au Premier ministre Sonko et au président Faye de se hisser à la tête de l'État. Beaucoup ont l'impression, y compris au sein de la jeunesse scolarisée, de s'être fait avoir. Jusqu'ici Sonko avait réussi à canaliser la colère de la population, il se peut que chez certains les illusions se dissipent.

SIMON LERY • 19/02/2026

INTERDICTION DES RÉUNIONS PUBLIQUES D'OPPOSITION AU GOUVERNEMENT DANS LES UNIVERSITÉS

Le 16 février, en pleine offensive contre LFI, les groupes anti-fascistes et l'extrême gauche, le ministère de l'Enseignement supérieur a envoyé une circulaire appelant les présidences, rectorats et préfetures à interdire des réunions politiques dans les universités en cas de « menace ou risque de trouble à l'ordre public ».

Cette attaque s'appuie sur une circulaire d'octobre 2024, déjà utilisée pour interdire des réunions syndicales et politiques sur la Palestine.

Alors que ce droit démocratique est déjà bafoué depuis des années dans bon nombre de campus, la nouvelle circulaire donne les coudées franches aux présidents qui préféreraient une jeunesse qui se tient sage, plutôt qu'une jeunesse qui se politise contre le capitalisme.

Raison de plus pour nous organiser contre les attaques du gouvernement, du patronat et de l'extrême droite !

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES_REVO

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES